

## RD-CONGO

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2903 - MERCREDI 3 MAI 2017



Des bus New Transkin dans un carnaval sur le boulevard du 30 Juin photo Adiac

## TRANSPORT EN COMMUN

New Transkin dotée  
d'une cinquantaine  
de nouveaux bus

Le gouverneur de la ville-province de Kinshasa a officiellement remis mardi un nouveau lot de cinquante bus de marque chinoise Chaolin à New Transkin, la société publique de transport en commun de la mégalopole congolaise. Cette acquisition entre dans le cadre du Programme d'actions prioritaires du gouvernement provincial de Kinshasa qui prévoit de mettre à la disposition de la population un parc de 500 bus en cinq ans.

Cette acquisition est le fruit d'un partenariat entre le gouvernement provincial et la société chinoise Sino High Trading. Le maire de la ville a exhorté ses administrés à faire preuve de responsabilité dans l'utilisation de ces engins et à éviter des actes de sabotage ou de vandalisme sur ces bus achetés avec l'argent du contribuable. Et d'indiquer que ces bus, ni ceux qui y sont employés, n'ont de couleur politique.

Page 12

## GOUVERNEMENT TSHIBALA

## Plus qu'une question de jours !

Trois semaines après la nomination du nouveau Premier ministre, la RDC attend toujours la formation d'un gouvernement d'union nationale. Qu'est-ce qui bloque lorsqu'on sait que toutes les options liées à sa formation ont été levées (taille et profil des ministres) en plus de la signature de l'arrangement particu-

lier qui passait jusque-là pour le dernier obstacle ? Une question à plusieurs inconnues. La pierre d'achoppement résiderait dans l'obstination du nouveau Premier ministre à ramener dans son giron quelques grosses pointures de différentes plates-formes de l'aile dure du Rassemblement, notamment le G7, la Dyna-

mique de l'opposition et l'Alternance de la République. Le caractère d'union nationale du gouvernement en gestation l'astreint à jouer à l'équilibriste en opérant un savant dosage entre les sensibilités sociopolitiques dans l'optique d'une gestion commune de la transition.

Page 12

## DIVISION 1/PLAY-OFF

DCMP dompte  
V.Club,  
Mazembe  
étrille  
Muungano,  
Don Bosco bat  
Sanga Balende

Avec une victoire précieuse face à V.Club (0-1), DCMP semble avoir son destin en mains pour la suite du Play-Off de la 22e édition du championnat national de football. Le TP Mazembe également conserve toutes ses chances de remporter le sacre, étant sur une belle lancée après sa large victoire sur Muungano (4-0). Mais le chemin est encore long, la compétition n'étant encore qu'à la phase aller.

Au classement, DCMP garde la première place avec onze points glanés, ex aequo avec Mazembe (onze points). Le FC Renaissance du Congo occupe la troisième place avec neuf points, devant le CS Don Bosco qui compte six points, et l'AS V.Club (6 points) également. Muungano est sixième avec deux points, suivi de Bukavu Dawa (un point) et Sanga Balende qui est la lanterne rouge avec un petit point.

Page 13

## EXAMEN D'ÉTAT/ÉDITION 2017

L'épreuve de dissertation mise à mal dans  
le grand Kasai

Les responsables de l'Enseignement, primaire, secondaire et professionnel (EPSP), qui accompagnaient les malles de l'épreuve de dissertation, ont été victimes d'attaques des miliciens dans divers coins de la province du Kasai-Central dimanche 30 avril. Contrairement à certaines allégations relayées par la presse étrangère faisant état de la décapitation de cinq inspecteurs de l'EPSP dans le territoire de Kazumba où une embuscade leur aurait été tendue par les Kamuina Nsapu, Lambert Mende a laissé entendre qu'il n'y avait rien de tout cela.

« Les inspecteurs ont été enlevés, il y a eu des négociations entre les bandits qui les avaient enlevés et les autorités locales qui ont réussi à les récupérer », a expliqué le porte-parole du gouvernement sortant.

Page 12



Des élèves finalistes des humanités

## ÉDITORIAL

## Course

Comme il fallait s'y attendre étant donnée l'importance de l'enjeu, la course contre la montre dans laquelle sont engagés aujourd'hui les candidats à un poste électif, soit au Parlement soit dans les assemblées locales, ne cesse de s'accélérer. Et, bien sûr, elle engendre des conflits plus ou moins larvés au sein des partis politiques qui méritent une attention particulière en raison des cassures qu'elle pourrait susciter dans les formations politiques qui tiennent chez nous le haut du pavé.

Le problème qui se pose dans ce cadre peut être ainsi résumé : les scrutins à venir suscitant, de façon très légitime, des ambitions personnelles la tentation est forte chez ceux et celles qui en ont les moyens de briguer un grand nombre de mandats pour la mouvance qu'ils ont constituée ; mais celle-ci se heurte au travail qu'accomplissent les états-majors des principaux partis dans le but de renforcer leurs positions au sein des instances électives en voie de renouvellement ; si donc des accords ne sont pas trouvés rapidement entre les acteurs de ce conflit latent l'on peut être certain que des combats fratricides s'engageront dans les semaines à venir dont les effets pourraient s'avérer dévastateurs pour la majorité comme pour l'opposition.

Faire en sorte que la sagesse l'emporte sur l'ambition personnelle et la passion partisane devrait, dans un tel contexte, servir de fil conducteur à la classe politique dans son ensemble. Mais il est possible, malheureusement, que les appels au calme, à la raison, à la dignité lancés ici et là ne soient pas entendus et que, de ce fait, la double campagne qui se prépare soit émaillée d'incidents de diverses natures qui pourraient projeter du Congo l'image d'un pays n'ayant pas encore assimilé les principes du régime démocratique édictés dans la Constitution de la Nouvelle République.

Il reste, en vérité, fort peu de temps aux partis et formations de la majorité comme de l'opposition pour faire en sorte de présenter un front uni aux électeurs qui se presseront dans les bureaux de vote le jour venu. Et comme le scrutin législatif se combinera avec les scrutins locaux, l'enjeu de ce double vote sera majeur à tous égards. Selon, en effet, que de la concorde ou la discorde l'emportera dans le camp de la majorité comme dans le camp de l'opposition la vie politique à venir de notre pays sera sereine ou agitée.

Les Dépêches de Brazzaville

## TALANGAI

## Jean Claude Ibovi reçoit le soutien des femmes de sa circonscription



Jean-Claude Ibovi s'adressant aux femmes de sa circonscription (photo adiac)

**Le député de la 2<sup>e</sup> circonscription électorale de Talangai, Jean Claude Ibovi, s'est entretenu, le 29 avril, avec les femmes de Talangai, qui lui ont promis un soutien indéfectible aux élections législatives afin, disent-elles, qu'il continue à les représenter à l'hémicycle au prochain mandat.**

Plus de mille femmes venues essentiellement des quartiers 64 et 65 de cette circonscription électorale, ont honoré à cette rencontre citoyenne qu'elles ont souhaitée de tous leurs vœux, pour échanger à bâtons rompus avec leur élu. Elles ont saisi l'occasion pour lui réaffirmer leur soutien sans faille aux prochaines échéances électorales.

« J'ai répondu à l'appel de mes mamans, de mes petites et grandes sœurs, parce qu'à la veille de chaque élection, des faiseurs d'illusions apparaissent pour détourner l'attention des gens. Aujourd'hui, ces femmes m'ont prouvé, à travers cette forte mobilisation, le lien qu'elles ont tissé avec moi depuis dix ans

déjà, parce que je m'attendais à 300 femmes, mais plus de mille ont répondu présentes », a précisé le député de la 2<sup>e</sup> circonscription de Talangai.

Jean-Claude Ibovi a ensuite eu des mots justes pour remercier les femmes de sa circonscription, pour la reconnaissance qu'elles l'ont toujours témoignée depuis dix ans. « Les mamans de ma circonscription m'ont interpellé, pour me dire que les dix-ans que j'ai passés avec elles soient gérés dans la continuité, parce qu'elles sont conscientes qu'il n'y a que seul moi qui connais mieux les problèmes du quartier 65. Elles ont pris l'engagement d'apporter l'information auprès de leurs maris et leurs enfants que nous allons rencontrer très prochainement », a-t-il commenté.

Dans son intervention, Jean-Claude Ibovi a retracé l'historique de la deuxième circonscription électorale de Talangai. Il s'est ensuite rejoui du pacte qu'il a signé avec ses électeurs depuis 2002 avant d'appeler les femmes de sa circonscription à veiller au grain,

afin que cette entité administrative devienne une citadelle imprenable. Deux mandats déjà à l'hémicycle, le député de Talangai 2 revendique un bilan essentiellement positif dans sa circonscription, au regard de nombreuses actions sociales réalisées au profit des populations.

Hormis les multiples interventions à l'hémicycle pour plaider la cause de la 2<sup>e</sup> circonscription de Talangai, au plan social, Jean-Claude Ibovi réclame avoir formé en 5 ans et gratuitement, 850 femmes à la coupe-couture ; 850 autres à la coiffure ; 75 jeunes hommes à la conduite automobile et a réussi à faire intégrer 25 jeunes dans la fonction publique.

Plusieurs jeunes de Talangai 2 pourraient bientôt bénéficier d'une formation en informatique, une initiative à mettre à l'actif de Jean Claude Ibovi.

Rappelons que Jean-Claude Ibovi est le président fondateur du Mouvement pour la démocratie et le progrès (MDP), un parti affilié à la Majorité présidentielle.

Firmin Oyé

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbema, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia  
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya  
ÉDITION DU SAMEDI : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Sports : Martin Enyimo  
Relations publiques : Adrienne Londole  
Service commercial : Stella Bope  
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndongo, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Rodrigue

## Ongagna

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto  
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngon

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
Tél. : (+242) 05 532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## LÉGISLATIVES 2017

## King Michel Souza, candidat déclaré à Ouenzé II



King Michel Souza répondant aux questions des journalistes (photo adiac)

Dans la perspective des prochaines élections législatives, le président de l'Association fraternité de bienfaisance aux personnes vulnérables (AFBPV), King Michel Souza, a annoncé, le 1<sup>er</sup> mai, qu'il se présentera comme candidat indépendant dans la 2<sup>e</sup> circonscription électorale de Ouenzé.

Né et grandi à Ouenzé, King Michel Souza ne se présentera pas sous le label de son association qui selon lui est apolitique.

Sollicité par les populations de son quartier, au regard des actes qu'il pose dans le cadre de cette association, le candidat annoncé se présentera comme indépendant à Ouenzé II.

« En tant que natif de Ouenzé, j'ai reçu l'appel de mes papas, mes mamans, mes sœurs et mes frères, qui se sont regroupés en fans club, pour solliciter ma candidature aux élections législatives qui pointent à l'horizon. Je suis candidat indépendant, je dépends de la population de Ouenzé », a précisé King Michel Souza.

Ayant reçu le soutien de la population, le futur candidat a exprimé sa volonté d'affronter ce scrutin, avec l'ambition de devenir le représentant de cette circonscription électorale au Parlement au prochain mandat. Son souci quotidien est de porter les difficultés que vit la population de cette circonscription au niveau de l'hémicycle.

A son actif, King Michel Souza dit avoir déjà offert à plusieurs reprises, des vivres aux personnes du troisième âge de son quartier. Il a récemment doté quelques écoles de sa zone en tables-bancs et fait un don de sang au Centre de santé intégré de Jeanne Vialle.

Firmin Oyé

## CLUB 2002 PUR

## Gloria Mylène Gassongo à la rencontre du genre de la fédération France-Europe

Paris-France. À moins d'une semaine du second tour de l'élection présidentielle entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, à quelques mois des élections législatives au Congo, Gloria Mylène Gassongo, secrétaire nationale du genre et de la parité du Club 2002 Pur, est venue à la rencontre des militantes de son parti.

Le lundi 1 mai, à la Place de la République où ont démarré les cortèges en ordre dispersé de syndicalistes et autres manifestants, les militantes du Club 2002 Pur se sont retrouvées sur les lieux autour de leur président, Bernard Boueno, et de leur secrétaire nationale du genre et de la parité de passage à Paris. « C'est notre première rencontre depuis la mise en place des institutions de notre parti en France le 26 novembre de l'année dernière », a confié Gloria Mylène Gassongo.

Cette rencontre aurait pu se tenir « un 8 mars », « journée dédiée à la femme », explique-t-elle. « Mais nous refusons d'être enfermées dans un cliché. Aujourd'hui, pour la fête du travail, nous affirmons la détermination des femmes pour l'émancipation par le travail. Sur instruction de Wilfrid Guy César N'Guesso, président de notre parti, j'ai été chargée de venir transmettre trois messages, à savoir : la solidarité entre militantes ; les



Des militantes autour de Gloria Mylène Gassongo et Bernard Boueno /Crédit photo : Vanessa Nguema

encouragements du bureau national et le relais à assurer sur les instructions conformes à la bonne conduite à tenir aux élections législatives, locales et sénatoriales, dans chaque département au Congo », a-t-elle expliqué.

Après les civilités, les militantes ont quitté la place de la République pour un endroit moins bruyant permettant de continuer leurs échanges au cours desquels les femmes du parti se sont exprimées librement. Pour Marie-Cécile Mvouondo, animatrice du cercle de réflexion et en charge au sein du parti, « les dames doivent bénéficier d'une formation ». Car, estime-t-elle, « nous devons être capables de comprendre l'environnement dans lequel nous vivons au quotidien, être capables d'expliquer la nouvelle Constitution, être capables de défendre notre identité dans la diversité, bref, être au même diapason que les autres femmes militantes de la diaspora ». La secrétaire chargée

du genre et de la parité s'est montrée attentive à ces doléances et « en référera au bureau national », a-t-elle indiqué en se réjouissant de la dynamique constatée parmi ses concitoyennes efficaces et solidaires. Etant en période électorale en France et au Congo, Gloria Mylène Gassongo a saisi l'occasion pour expliquer les raisons du soutien à apporter à Juste Désiré Mondelé, secrétaire général, suite à la réunion d'évaluation des forces au niveau de toutes les localités du 14 avril dernier. « Il est confirmé comme le légitime candidat de la renaissance de la circonscription électorale de Ouenze 1 ». Et Bernard Boueno de renchérir : « tout en cultivant nos vertus de tolérance, de démocratie et de paix, tout de même, restons vigilants pour conquérir une circonscription qui, depuis toujours, nous a vus mener des actions concrètes sur le terrain en faveur du bien-être des populations ».

Marie Alfred Ngoma

## CEEAC

## Plaidoyer pour l'effectivité de la Zone de libre-échange d'ici fin 2017

Réuni du 28 au 29 avril en session extraordinaire à Libreville au Gabon, le conseil des ministres de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) a invité les Etats membres à accélérer les processus pour l'insertion du Tarif préférentiel de cette zone économique afin de rendre effective la Zone de libre-échange (ZLE) au plus tard le 31 décembre 2017.

Consacrée à la réforme institutionnelle de la CEEAC, à la Zone de Libre-échange et aux questions budgétaires de cette institution, la 7<sup>ème</sup> session extraordinaire du Conseil des ministres à laquelle ont pris part les ministres congolais du Commerce extérieur, Euloge Landry Kolélas et son collègue du Plan et de l'intégration, Ingrid Olga Ebouka Babakas, a adopté un budget opérationnel de l'ordre de 1.920.702.000 FCFA.

Ce budget tient compte de la nouvelle clé de répartition à soumettre au président en exercice de la CEEAC, Ali Bongo Ondimba pour son adoption.

Evoquant par ailleurs la question de la Zone de libre-échange, le conseil a, dans un communiqué rendu public par le ministre congolais du Commerce en sa qualité de rapporteur, noté l'état de son avancement et demandé au secrétariat général d'effectuer un rappel aux ministres des Finances des Etats membres à la mise en œuvre du mécanisme de financement autonome. « Le Conseil a instruit le secrétariat d'élaborer et de faire approuver par la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement un plan d'industrialisation de la CEEAC en vue de soutenir durablement la ZLE et le processus de diversification, et de transformation structurelle des économies de l'Afrique centrale », indique le communiqué final du Conseil des ministres.

Toutefois, tout en formulant le vœu de voir engager des réflexions pour la définition formelle d'une vision claire du développement de l'infrastructure, la 7<sup>ème</sup> session extraordinaire a souligné la nécessité de redynamiser la mise en œuvre du Plan directeur consensuel des Transports en Afrique centrale.

S'agissant de la réforme institutionnelle, un des points inscrits à l'ordre du jour, les ministres ont convenu de se conformer à la feuille de route élaborée aux fins d'accélérer le processus.

« Le Conseil a prié le comité de pilotage qui sera mis en place de respecter le chronogramme de la mise en œuvre de la feuille de route de la réforme institutionnelle de la CEEAC qui couvre la période allant de mai 2017 à août 2018 », rapporte le communiqué final.

Guy-Gervais Kitina

## DOUANE

## Des cadres et agents formés sur la pratique de la gestion des risques

La gestion des risques douaniers est un outil de travail qui permet aux agents de la douane de ne cibler que des marchandises à risque, afin de faciliter l'accès des marchandises aux ports et frontières. Un atelier sur le sujet s'est ouvert le mardi 2 mai, à Brazzaville, regroupant des douaniers congolais et des experts de l'Organisation mondiale des douanes (OMD).

L'atelier de formation des formateurs congolais sur « l'analyse des risques douaniers : sélectivité et ciblage » a réuni une vingtaine de cadres et agents de la douane congolaise. Durant quatre jours, ces participants vont échanger notamment sur les cinq étapes principales du processus standard de gestion des risques.

Notamment, l'établissement du contexte en rapport avec l'importation de la marchandise ; les contrôles à l'exportation et le trafic des passagers ; l'identification des risques en ce qui concerne la protection des revenus ; les interdictions (armes, drogue...) et les restrictions ; l'analyse des risques sur la probabilité qu'un risque

se matérialise ; l'évaluation et la hiérarchisation des risques et leur règlement. « Pour être performantes, les douanes doivent avoir recours à l'analyse, à la sélection et au ciblage, en se basant sur l'échange d'informations et des renseignements et en privilégiant la communication interne et externe », a indiqué l'expert de l'OMD, Ibrahim Seck.

Les administrations douanières, selon cet expert, travaillent dans un contexte difficile et en pleine mutation. « Il faut concilier facilitation, contrôle et sécurisation de la chaîne logistique internationale », a-t-il affirmé, ajoutant que l'OMD est engagée à arrimer le Congo aux standards internationaux de contrôle du commerce international et de la lutte contre la fraude sous toutes ses formes. Pour le directeur général du Centre régional de formation de l'OMD pour la région Afrique occidentale et centrale (CRF), Gomez Tsenet, ce sont des avancées pour la douane congolaise. « C'est la douane du 21<sup>e</sup> siècle. Il est vrai, nous sommes des policiers de la

marchandise à la frontière, mais l'OMD nous oblige désormais à avoir des instruments de travail adaptés », a déclaré Gomez Tsenet.

La gestion des risques douaniers permet essentiellement la célérité au niveau des ports d'entrée, par exemple au niveau de Pointe-Noire, la douane congolaise entend travailler d'arrache-pied pour améliorer les échanges commerciaux. Les opérations de police de la marchandise devraient aussi se standardiser, avec la mise en place des zones économiques spéciales.

Notons que la cérémonie du lancement des travaux de l'atelier a été présidée mardi par le directeur général des douanes et droits indirects par intérim, Baptiste Yomo, qui a salué les efforts du gouvernement congolais pour réformer la douane congolaise.

« La gestion des risques douaniers nécessite une surveillance et un examen constants, afin d'éliminer les évaluations faussement négatives et faussement positives des risques », a conclu Jean-Baptiste Yomo.

Fiacre Kombo

## INSERTION LEGALE

### VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE AU PLUS OFFRANT ET DERNIER ENCHERISSEUR :

Il sera procédé à la vente aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur en un seul lot d'un immeuble dont la désignation suit :

#### DESIGNATION :

Un immeuble urbain sis au quartier Mpita et cadastré : section BP, bloc 30, parcelle n° 15, superficie 800 m<sup>2</sup>, objet du Titre Foncier n° 25.561.

#### MISE A PRIX : 45 000 000 FCFA

#### A LA REQUETE POURSUITE ET DILIGENCES DE :

La Banque Congolaise de l'Habitat en sigle « BCH », société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de Fcfa 20 000 000 000 dont le siège social est sis à Brazzaville, centre-ville, Avenue Amilcar Cabral, B.P. : 987, immatriculé au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro BZ-CGO-07-B-744. Ayant pour conseil Maître Magloire SENGA Avocat à la Cour, Cabinet sis au n° 146 Avenue Moe Katt MATOU, Rond-point Lumumba, centre-ville, Pointe-Noire

#### DATE ET LIEU :

**Le Samedi 13 Mai à 08 heures,**  
Par devant Maître Aubierge Prisca MOUANDZA BOUFOUENI, Notaire à Brazzaville, Office sis 93 Avenue GALIENI MPILA centre-ville Brazzaville, laquelle fait élection de domicile pour les besoins de la cause, en l'étude de Maître Norbert Diétrich M'FOUTOU, Notaire à Pointe, étude sise au 87, Boulevard Général Charles DE GAULLE.

#### EN EXECUTION DE :

La copie dûment exécutoire d'un acte notarié portant contrat de prêt assorti d'une affectation hypothécaire, délivrée par Maître Aubierge Prisca MOUANDZA BOUFOUENI, Notaire à Brazzaville, le 04 juillet 2013

Et par suite d'un commandement des Maîtres Ange Pépin POSSENNE et Jean Ignace MASSAMBA, Huissiers de Justice Commissaires-priseurs, en date du 21 décembre 2016, enregistré et publié le 24 Janvier 2017 à la Conservation Foncière de Pointe-Noire.

#### BIEN SAISI SUR :

Monsieur MABIALA Eldo Pierre, de nationalité congolaise, agent de la société Générale Suisse, domicilié 61, rue Marie BELLA Quartier DIATA Makélékélé Brazzaville.

Le Cabinet d'Avocats, Maître Magloire SENGA, Avocat à la Cour, Cabinet sis au n° 146 Avenue Moe Katt MATOU en face de la Société Z et H, au rond-point Lumumba centre-ville vers la Société NANA Boutique, BP : 1336, Tél : 220011961 / 220011982, email : cab\_avocatsenga@yahoo.fr, Pointe-Noire République du Congo, Avocat poursuivant.

**Fait et signé le 21 avril 2017**

**Par l'Avocat poursuivant soussigné.  
Me Magloire SENGA**

## INSERTION LEGALE

### VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE AU PLUS OFFRANT ET DERNIER ENCHERISSEUR :

Il sera procédé à la vente aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur en un seul lot d'un immeuble dont la désignation suit :

#### DESIGNATION :

Propriété bâtie sise à Pointe-Noire, cadastré : section L, bloc 151, parcelle n°04, superficie 245,67 m<sup>2</sup>, objet du titre foncier n°34.530 ;

#### MISE A PRIX : 30 000 000 FCFA

#### DATE ET LIEU :

**Le Samedi 13 mai 2017 à 08 heures,**  
Au Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire, au Palais de Justice, en face du Consulat Général de France à Pointe-Noire, salle ordinaire des audiences ;

#### POURSUIITE ET DILIGENCES DE :

La Banque Congolaise de l'Habitat en sigle « BCH », société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de FCFA 20 000 000 000 dont le siège social est sis à Brazzaville, centre-ville, Avenue Amilcar Cabral, B.P. : 987, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro BZ-CGO-07-B-744, Ayant pour conseil Maître Magloire SENGA Avocat à la Cour, Cabinet sis au n° 146 Avenue Moe Katt MATOU, Rond-point Lumumba, centre-ville, Pointe-Noire.

#### EN EXECUTION DE :

La copie dûment exécutoire d'un acte notarié portant convention avec cautionnement hypothécaire, délivrée le 17 septembre 2015, par Maître Hugues-Ido POATY, Notaire à Pointe-Noire ;

Et par suite d'un commandement de Maître Jean Bruno MPOUKOU, Huissier de Justice Commissaire-priseur à la résidence à Pointe-Noire, en date 27 Octobre 2016, enregistré et publié le 23 novembre 2016 à la Conservation Foncière.

#### BIEN SAISI SUR :

Madame DEMBE Sylvie Ghana NGUESSO, gérante de la société Sylvie GHANA Services (SGS), Sarl au capital de F CFA 1.000.000 dont le siège social est sis à Pointe-Noire Boulevard du Général Charles de Gaulle, tour Mayombe, Centre-ville, immatriculée au RCCM sous le n°01-B-895.

Pour toute information, contacter le Cabinet d'Avocats, Maître Magloire SENGA, Avocat à la Cour, Cabinet sis au n° 146 Avenue Moe Katt MATOU en face de la Société Z et H, au rond-point Lumumba centre-ville vers la Société NANA Boutique, BP : 1336, Tél : 220011961 / 220011982, email : cab\_avocatsenga@yahoo.fr, Pointe-Noire République du Congo.

**Fait et signé le 21 avril 2017**

**Par l'Avocat poursuivant soussigné.**

**Me Magloire SENGA**



**LIBRAIRIE**  
**LES MANGUIERS**

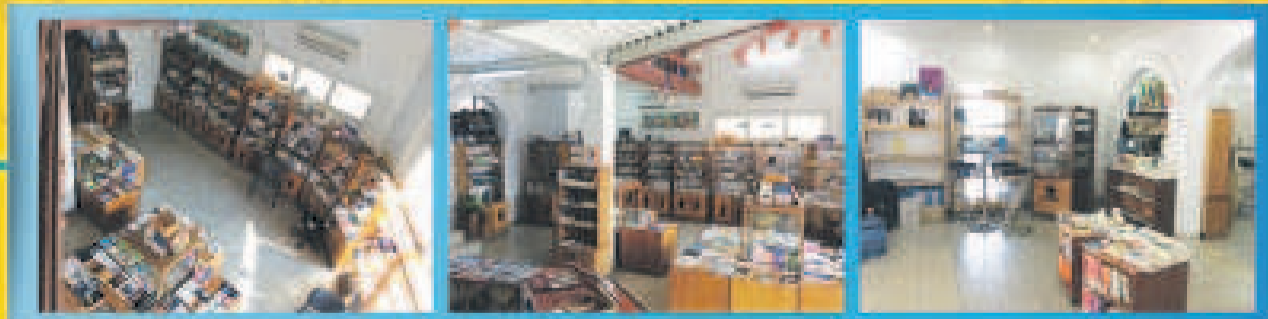
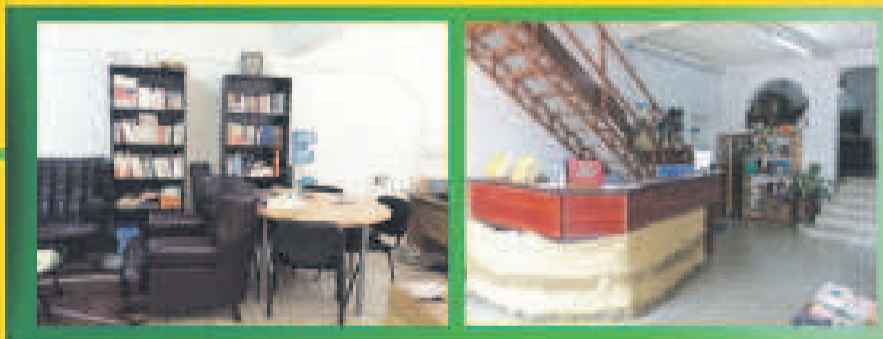
# LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la  
**LITTÉRATURE CLASSIQUE**

(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées,  
Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations :**

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dedicaces  
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

**Horaires d'ouverture:**

Du lundi au vendredi (9h-19h)  
Samedi (9h-19h)



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville  
République du Congo

## JOURNÉE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

### Le gouvernement invité à respecter les conclusions de l'accord du 18 janvier 2017

**Le panel des syndicalistes des ministères des Enseignements co-présidé par Daniel Ngami et Bernadette Yvonne Mfoutou a fait une déclaration, le 1<sup>er</sup> mai, dans laquelle il rappelle au gouvernement de respecter les engagements contenus dans l'accord du 18 janvier 2017 signé avec le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation.**

Ces recommandations contenues dans une déclaration publiée à l'occasion de la célébration de la fête des travailleurs concernent notamment, le statut particulier du personnel de l'éducation nationale, le non-versement des fonds de gratuité et des crédits alloués au personnel relevant du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, le non-paiement en totalité des rappels de solde d'activités dus aux enseignants pour l'exercice 2015-2016. Pour le recrutement des enseignants prestataires, bénévoles et finalistes des écoles professionnelles, le groupement des syndicalistes a par contre, félicité et reconnu les efforts du ministère de la Fonction publique et de la réforme de l'Etat sans oublier celui de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation qui, selon eux multiplient les stratégies pour résoudre l'épineux problème du déficit en personnel enseignant actif, observé dans la majorité des circonscriptions scolaires du pays.

**Roch Ngassakys**

### La CSTC demande la convocation du comité national du dialogue social

**La célébration de la fête des travailleurs le 1er mai à Brazzaville a donné l'occasion à la Confédération syndicale des travailleurs du Congo (CSTC) d'interpeller le gouvernement sur l'urgence de convoquer le comité national du dialogue social, nouveau cadre de concertation en vue de débattre des nombreux dossiers en attente de solutions.**

Dans une déclaration rendue publique à cet effet, la CSTC a, par la voix de son président, Elault Bello Bellard, rappelé que, tout en étant sur la voie conduisant au mieux-être des travailleurs congolais par des moyens et procédés syndicaux, la CSTC a pour armes, la concertation, le dialogue, le consensus et tout ce qui concourt à trouver des solutions plausibles là où il y a des divergences pour le seul intérêt de l'organisation et de ses adhérents.

« C'est pour cela que, notre col-

laboration avec le gouvernement de la République est relative au respect incontestable de ces principes », a-t-il dit.

Parmi ces dossiers en attente de solutions a fait savoir le président de la CSTC, il y a la question sur le dysfonctionnement de l'actuelle grille des salaires qui reste à corriger, la tenue des commissions administratives paritaires, dans les meilleurs délais, dans certains ministères, le traitement diligent de l'harmonisation des textes des enseignants et le paiement des

rappels des soldes d'activités.

La prise des textes fixant et finalisant les indemnités de fonction et de déplacements des agents de la fonction publique telles que prévues par le protocole d'accord d'août 2013 et enfin l'automatisation et le paiement régulier des pensions de la retraite à la Caisse de retraite des fonctionnaires.

Par ailleurs, a renchéri Elault Bello Bellard, les notes circulaires numéros 074 et 075 relatives à la suspension jusqu'à nouvel ordre de la saisie à la solde, de différentes situations administratives des travailleurs, publiées conjointement par les ministères des Finances et de la Fonction publique ne sont pas de nature à consolider la paix sociale.

La CSTC a également rappelé

au Premier ministre et à son gouvernement que, le paiement irrégulier voire parcellaire des salaires des agents de l'Etat, est une ligne à ne pas franchir. « La CSTC y veillera », a-t-il signifié. Abordant la question du secteur privé, la CSTC a fait savoir qu'elle se battra pour arrêter les débordements liés à une multitude de dossiers de certaines sociétés victimes des érosions des budgets d'exercice, mais dont les licenciements abusifs des travailleurs est dû à l'excès des employeurs ou aux comportements rétrogrades et étranges de certains responsables des administrations publiques immatures, sans probité en charge des problèmes des travailleurs.

**Jean Jacques Koumba**

### La CSC transmet un nouveau cahier de charges au gouvernement

**La Confédération syndicale congolaise (CSC) a brandi, le 1<sup>er</sup> mai à Brazzaville, à l'occasion de la fête des travailleurs, un nouveau cahier de charges au gouvernement comprenant onze points, tout en reconnaissant la morosité de l'économie nationale**

Les revendications sociales de la CSC portent, entre autres, sur la publication du nouveau code de travail et du statut général de la fonction publique. Cette centrale syndicale réclame également l'harmonisation des montants des allocations familiales entre les enfants des travailleurs régis par le code du travail et ceux des agents de l'Etat. Elle demande aussi la réduction du poids fiscal sur les salaires, qui menace le pouvoir d'achats des travailleurs et des fonctionnaires.

Les plaintes de ce syndicat s'étendent aussi sur le paiement des droits des ex-travailleurs des entreprises liquidées ainsi

que la résolution définitive de la situation des ex-travailleurs de l'Office national des postes et télécommunications (ONPT). La CSC plaide, par ailleurs, pour la résorption du déficit des enseignants dans le système éducatif et l'apurement définitif des rappels de soldes d'activités des enseignants.

Pour garantir la bonne vie au moment de la vieillesse, la CSC demande au gouvernement d'octroyer la subvention d'équilibre aux caisses sociales de retraite en vue du paiement à la date échue des pensions des retraités. Elle veut aussi que l'Etat assainisse la dette de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) et de la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF) afin de permettre à ces structures de payer les arriérés de pensions. La CSC sollicite l'indexation des pensions de retraite au coût de la vie et souhaite l'aboutissement de la réforme de l'Etat dont l'assainis-

sement du fichier de la Fonction publique.

« Cette année, la fête du 1er mai est célébrée dans l'austérité, au regard de la morosité économique de notre pays marquée par la récession », a souligné le secrétaire général de la CSC, Daniel Mongo, ajoutant que : « L'incompréhension née de la crise actuelle ne nous permet pas de revendiquer avec aisance les nombreuses victoires obtenues ».

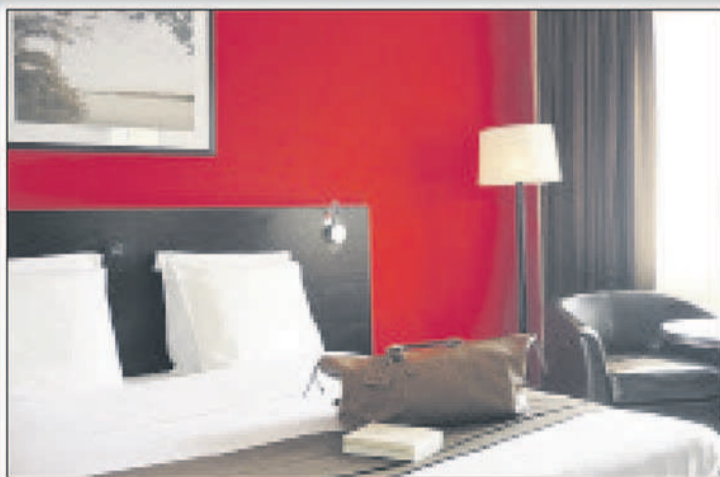
Parmi les victoires obtenues, il a rappelé le relèvement du point d'indice des salaires des agents de l'Etat de 200 à 300, le déblocage des effets financiers dus aux avancements et autres promotions. Aux nombres de ces réussites, la CSC a cité aussi la révision à l'avantage des travailleurs des conventions collectives de certaines entreprises privées, la tenue régulière par les ministères des commissions administratives paritaires, le paiement

des rappels de soldes d'activités des enseignants et le dénouement imminent du projet du statut particulier des personnels de l'éducation nationale.

Face à la crise, la CSC demande aux travailleurs de « faire preuve de dévouement, d'esprit d'initiative et de responsabilité sur les lieux de travail ». Daniel Mongo a, enfin, déploré l'absentéisme, la paresse, le laxisme, le gaspillage, le détournement et le non-respect des heures de travail qui sont, d'après lui, : « des attitudes et comportements négatifs à bannir ».

Ainsi donc, la CSC demande au gouvernement de : créer des conditions pour un développement inclusif et la bonne gouvernance ; renforcer les contrôles dans les lieux de travail ; procéder à l'émulation en vue de susciter la compétitivité et la productivité.

**Fortuné Ibara**



#### PROMO WEEK-END

**150 000 FCFA**

2 Nuits en chambre supérieure pour 2 personnes incluant petits-déjeuners

**200 000 FCFA**

2 Nuits en suite pour 2 personnes incluant petits-déjeuners



**ELAIS Pointe-Noire** est un hôtel 4\* de 191 chambres, situé en plein cœur de la capitale économique de la République du Congo (Congo Brazzaville).

À 10 minutes de l'aéroport et à seulement 800 mètres de la mer, il vous offre un cadre confortable dans un jardin arboré de 2,5 hectares et constitue le lieu idéal pour vos voyages d'affaires et vos moments de détente.

Boulevard Général de Gaulle

BP 790 Pointe Noire – République du Congo

Téléphone + 242 22 294 12 51 / + 242 05 511 84 84

info.pn@hotelelais.com

www.hotelelais.com



## RELIGION

# Les méfaits du terrorisme enseignés aux musulmanes

**Le bureau de la ligue islamique mondiale à Brazzaville a organisé, le 30 avril, en faveur des femmes musulmanes une conférence sur le terrorisme, qui est l'usage de la violence envers des innocents à des fins politiques, religieuses ou idéologiques.**

L'objectif de cette rencontre consiste à éduquer les musulmanes parce qu'elles ont la maîtrise de la fonction d'éducatrice et, elles tiennent des foyers. Ainsi, la représentation de la ligue islamique mondiale à Brazzaville a jugé nécessaire que les musulmanes s'imprègnent de ces notions afin de relayer les messages de paix, de non violence et de soumission à la société et à leurs enfants.

Les orateurs ont expliqué aux musulmanes plusieurs concepts comme : djihadisme, extrémisme et islamisme. Ils ont aussi enseigné à ces femmes la relation entre l'islam et la vie en communauté. « *Il nous est enseigné l'amour et la convivialité dans la société. Dans certaines sociétés même les femmes voilées ont peur parce qu'on se méfie d'elles. Nous avons donc l'obligation de redorer notre image* », a indiqué Baradji Djenabou, présidente de l'association des femmes musulmanes du Congo.



Ousmane Kouyaté instruisant les femmes musulmanes (adiac)

Et, la secrétaire générale chargée des questions sociales et de santé au Conseil supérieur is-

lamique du Congo (Csic), Awa Timera, d'ajouter : « *L'on s'intéresse au rôle d'éducatrice*

*de la femme parce que c'est fondamental pour les enfants bien sûr qui en sont les premiers bénéficiaires ; pour les*

*femmes, les hommes et aussi pour l'ensemble de la société. La femme éducatrice, c'est le*

*puits d'où jaillissent la vie, la joie, la vérité et la paix. Elle est aussi le berceau de l'humanité. Elle doit promouvoir la paix et la soumission comme enseigné ».*

La représentation sous-régionale de la ligue islamique mondiale avait tenu, au mois d'octobre dernier à Brazzaville, une conférence sur le thème : « Islam et terrorisme », afin de traduire le message pacifique de ladite religion.

L'initiative du bureau sous-régional de la ligue islamique mondiale à Brazzaville dirigé par Ousmane Kouyaté, consiste entre autres à beaucoup communiquer sur le sujet du terrorisme.

Enfin, lors de cette rencontre qui a regroupé les femmes, ce haut fonctionnaire musulman, Ousmane Kouyaté, a loué la position officielle du Vatican lors des récentes attaques terroristes perpétrées en Europe et à travers le monde. Il s'est aussi félicité de l'initiative du royaume d'Arabie-Saoudite sur la création d'un centre de lutte contre le terrorisme, en faveur de tous les peuples du monde épris de paix.

**Fortuné Ibara**

## PORT AUTONOME DE POINTE-NOIRE

### Bientôt la fin des travaux d'infrastructures du terminal à conteneurs

**Les travaux d'infrastructure du terminal à conteneurs lancés en 2009 par Congo Terminal, filiale de Bolloré Ports, s'achèvent sous peu. L'information a été donnée par Laurent Palayer directeur général de Congo Terminal Pointe-Noire et Pierre Bellerose, directeur régional de Bolloré au Congo Brazzaville et en République Démocratique du Congo lors de la conférence de presse animée le 26 avril 2017 dans la salle de réunion de Congo Terminal située dans l'enceinte portuaire juste après la visite de ce vaste chantier.**

En effet, dans le cadre du partenariat public privé entre le gouvernement Congolais et la société Congo terminal, filiale de Bolloré Ports, premier opérateur d'infrastructure portuaire en Afrique, la société avait pris l'engagement en 2009 de doter le Port Autonome de Pointe-Noire d'un terminal à conteneurs moderne, compétitif et attractif, à la hauteur des ambitions économiques du Congo. Sept ans après le lancement de ce gigantesque chantier dont les objectifs étaient de faire du Port Autonome de Pointe-Noire la porte d'entrée du bassin du Congo, devenir la 1ère plateforme de transbordement d'Afrique Centrale, et fluidifier le trafic maritime, redonner au Congo sa vocation de pays de transit par sa situation géographique placée au centre de la côte ouest africaine environné par les corridors de la RDC, RCA, Cameroun, Angola et le Gabon, les responsables de la société, estiment avoir atteint ses objectifs. C'est dans ce sens que Laurent Palayer et Pierre Bellerose ont fait visiter à la presse locale et internationale ce chef-d'œuvre pour leur permettre de toucher du doigt les enjeux économiques du port de Pointe-Noire et

l'évolution des travaux.

Soulignons que les travaux qui ont permis à Congo terminal d'augmenter le tirant d'eau à -16m contre 13m existant en 2009, permettent au Port de Pointe-Noire d'accueillir des navires porte-conte-



neur sd'une capacité de 16.000 TEUs et de recevoir les marchandises de toutes destinations. Le traitement opérationnel de petits et gros navires se fait à moindre coût, Congo Terminal s'emploie aussi au transbordement vers les ports de la sous-région. « Le Congo est doté du plus bel outil qu'il soit pour recevoir les plus grands bateaux, nous avons quatre grands armateurs du monde qui viennent ici, car plusieurs options leurs sont offertes pour importer rapidement leurs marchandises ou les exporter à un coût moindre. Aujourd'hui Congo terminal est effectivement capable de livrer un conteneur au client en 24heures », a indiqué Laurent Palayer, directeur général Congo Terminal, tout en signalant des améliorations à faire.

De son côté, Pierre Bellerose, directeur régional

de Bolloré au Congo et en République Démocratique du Congo, a rappelé que les travaux du terminal à conteneur du Port Autonome de Pointe-Noire ont démarré le 1er juillet 2009. A ce jour, 240 milliards de francs CFA ont été investis



sur un projet global de 350 milliard de francs CFA équivalent à 374 millions d'euros. Les travaux d'amélioration d'infrastructures et d'investissement permettent au Port Autonome de Pointe-Noire de retrouver sa place dans le développement de l'économie, grâce à sa modernisation et à l'amélioration de sa qualité de services et de ses performances, à l'expertise des équipes en place. Car, Congo terminal dispose aujourd'hui des équipements modernes et novateurs dont 4 grues mobiles, 6 portiques de quai sur 14 prévus à terme, 16 portiques de parc sur les 34 prévus, Reach stackers, stelbro, tugmaster, svetruck, camions remorques. La société s'est équipée d'une centrale électrique d'une capacité de 12 500KVA, d'un atelier de maintenance dans lequel, sont assurés l'entretien

et la réparation des équipements de manutention et véhicules et d'une zone logistique interconnectée au réseau ferroviaire. Selon lui le projet du port de Kribi au Cameroun, ne constitue pas une menace pour le port autonome de Pointe-Noire. « L'Afrique a un besoin énorme d'infrastructures, les ports vont continuer à se développer, les consommations et les exportations sur le continent africain vont continuer leur montée c'est tout à fait une bonne chose pour le développement du continent », a signifié Pierre Bellerose.

La réalisation de cet ouvrage a aussi permis à Congo terminal de gagner des espaces sur la mer. « A ce jour, nous sommes à 33ha de terre-plein disponibles. Les quais G (G1, G2, G3, G4) ont été agrandis de 530m à 800m et nous avons construit et aménagé un parc des vides (au cercle civil). En plus nous avons réhabilité 720m sur le quai D pour offrir un linéaire de quai de 1500m. La reconstruction de 6ha de terre-plein au quai D nous donnera à terme un espace total de stockage de 38hectares » a-t-il précisé en insistant sur les infrastructures réalisés.

Sans oublier que ces installations ont permis une forte réduction du temps de passages des navires... passant de 23 jours à moins de 14 aujourd'hui. Il est envisagé d'aller encore plus loin afin de concurrencer équitablement d'autres ports grâce au comité de pilotage dirigé par le Port autonome et constitué de plusieurs partenaires dont les services de douanes, le guichet unique, le chemin de fer, les sociétés de transit, etc. La main d'œuvre étant une priorité, en 2016 la société a enregistré 711 collaborateurs soit une augmentation de 80% par rapport au début des activités en 2009. Cette main d'œuvre est à 99% congolaise.

## ORDRE DES ARCHITECTES DU CONGO

## 25 ans d'existence sans textes d'application

Créé par la loi n°013/92 du 29 avril 1992, l'Ordre des architectes du Congo (OAC) a commémoré le week-end dernier, le 25<sup>e</sup> anniversaire à travers une journée porte ouverte organisée à Brazzaville

Au programme de cette célébration, des conférences-débats sur plusieurs thèmes dont : « La pratique et l'organisation de la profession d'architecte au Congo » ; « Place et rôle de l'architecte dans le développement du Congo ». Le premier thème a été développé par Jean-Félix Demba-Ntelo et Badinga-Mounzé, tous deux anciens présidents de l'OAC. Développant ce thème, l'ancien ministre des Travaux publics, de la construction, de l'urbanisme et de l'habitat, Jean-Félix Demba-Ntelo, a conclu que le gouvernement et les architectes eux-mêmes étaient considérés comme les principales causes dont souffre l'OAC en 25 ans d'existence. Abordant dans le même sens, Badinga-Mounzé n'est pas passé par quatre chemins devant son confrère Josué Rodrigue Ngouonimba, devenu ministre de l'Équipement et de l'entretien routier. Il a également regretté le fait que nombreux projets sont montés au Congo par des architectes

étrangers alors que la loi stipule : « Nul ne peut exercer la profession d'architecte au Congo s'il n'est inscrit au tableau de l'OAC. » « Nous avons une loi qui a 25 ans, elle n'a aucun texte d'application, c'est imaginable, il n'y a aucun texte qui encadre l'exercice de la profession d'architecte », a déploré Badinga-Mounzé, pointant du doigt des architectes nommés ministres qui abandonnent la profession.

Le président de l'OAC, Antoine Béli Bokolojoué, a, quant à lui, plaidé pour la publication des textes d'application de cette loi instituant la dotation d'un siège et la réglementation du statut des architectes fonctionnaires qui sont intégrés à la Fonction publique comme ingénieurs des travaux publics. D'après lui, l'OAC ne veut pas être en marge de l'amélioration du cadre et des conditions de vie des populations congolaises. Il a, par ailleurs, suggéré et encouragé le gouvernement à promouvoir



Fred Jonas Ounimé Matokot, directeur de cabinet (au centre) ouvrant les travaux (adiac)

une politique de logements du plus grand nombre en mettant en place des mécanismes et circuits devant faciliter l'accès aux crédits immobiliers et aux matériaux de construction. Les autorités devraient également envisager la fourniture des logements décentes à très faible coût de production aux familles à faible revenu et finaliser les études en cours des schémas et plans directeurs d'urbanisme de toutes les villes du Congo. « Notre profession constitue un outil important pour relever les défis qui nous attendent dans l'amélioration de nos agglomérations tant rurales qu'urbaines. C'est pour cette raison que nous continuons

à croire qu'avec vous, tout sera mis en œuvre pour élargir notre champ d'action, afin que soient constatés les fruits de notre épanouissement », a ajouté Antoine Béli Bokolojoué.

### Dix-huit villes du Congo bientôt dotées de schémas et plans directeurs

Présidant la cérémonie d'ouverture, le directeur de cabinet du ministre de la Construction, de l'urbanisme, de la ville et du cadre de vie a rappelé que des investissements lourds et importants ont été réalisés dans les infrastructures et services urbains de base dans plusieurs agglomérations. Cependant, des quartiers pré-

caires subsistent encore et se développent à la périphérie des grandes villes, notamment à Brazzaville et à Pointe-Noire, a indiqué Fred Jonas Ounimé Matokot. « Le gouvernement à travers le ministère en charge de la Construction entend trouver des solutions aux problèmes des villes en vue de reprendre progressivement la maîtrise du développement urbain par la réalisation des schémas et plans directeurs d'urbanisme de dix-huit villes de notre pays », a-t-il précisé, invitant l'OAC à utiliser sa dernière énergie pour rendre belles les campagnes et villes en tant que concepteurs et bâtisseurs.

Parfait Wilfried Douniama

## MAISON D'ARRÊT DE BRAZZAVILLE

## Les détenus, candidats aux examens d'Etat reçoivent des fournitures scolaires



Le colonel Jean-Blaise Komo remettant un équipement sportif à une détenue (photo adiac)

Le directeur général de l'Administration pénitentiaire, le colonel Jean-Blaise Komo a offert, le 27 avril, des kits scolaires aux candidats au Baccalauréat et au Brevet d'Étude du premier cycle (BEPC), détenus à la Maison d'arrêt centrale et correctionnelle de Brazzaville.

Au total soixante-cinq détenus, candidats à ces deux examens d'Etat, ont bénéficié de cette dotation, au nombre desquels, quarante-sept candidats au BAC et dix-huit au BEPC. En ce qui concerne le Baccalauréat, ils sont trente-huit inscrits en série littéraire, soit vingt-neuf candidats officiels, et neuf candidats libres. En série D par contre, on dénombre au total neuf candidats devant affronter le Bac session de mai 2017, soit six candidats officiels et trois candidats libres.

Chaque candidat a ainsi reçu un sac, dix cahiers, des stylos, des crayons, une calculatrice, une boîte mathématique et un équipement sportif pour les épreuves pratiques d'éduca-

tion physique et sportive Avec ce matériel, les candidats détenus prendront des cours spéciaux et effectueront des exercices types qui leur permettront d'être au point et d'affronter l'examen avec plus de sérénité et de sûreté. « Souvent, ces candidats s'absentent aux cours, parce qu'ils ont certaines obligations pénitentiaires à remplir. Ce qui fait qu'ils accusent souvent le retard dans leur programme officiel de cours. Nous avons pensé mettre quelques professeurs à leur disposition, pour les encadrer jusqu'au dernier jour. Ils sont, certes, privés de liberté, mais ne sont pas privés d'autres droits, tels que le droit à l'éducation, à l'instruction et à l'enseignement », a souligné le colonel Jean-Blaise Komo.

Réceptionnant le don, les candidats détenus ont pris l'engagement de donner le meilleur d'eux-mêmes, afin d'arracher l'examen comme leurs collègues en liberté.

Firmin Oyé

## LIBYE

## Forte augmentation de la production pétrolière

Pour la première fois depuis 2014, malgré les violents combats qui opposent différentes factions armées en Libye, la production du pétrole principale ressource de la Libye a dépassé lundi la barre des 760.000 barils par jour, indique un communiqué de la Compagnie nationale de pétrole (NOC).

Selon ce communiqué, la Cour des comptes a enregistré en 2016 un déficit record, « le plus bas de l'histoire moderne de la Libye ». « La NOC est déterminée à accroître la production puisque c'est le seul moyen d'assurer une croissance des revenus de l'Etat et sauver ainsi l'économie nationale », a dit Moustafa Sanalla, responsable de la « National Oil Corporation » (CNO). « Les revenus n'ont pas dépassé 8,6 milliards de dinars (5,6 milliards d'euros) alors que les dépenses ont été de l'ordre de 30 milliards de dinars puisés dans les réserves de la Banque centrale depuis 2013 », a-t-il déploré.

En fin 2014, de violents combats avaient bloqué la majorité des champs et des terminaux pétroliers en Libye, paralysant ainsi la production de l'or noir jusqu'en septembre 2016 avec la réouverture du terminal de Ras Lanouf. Cet arrêt des terminaux pétroliers a coûté au pays plus de 130 milliards de dollars. « La fermeture des ports pétroliers a coûté plus de 130 milliards de dollars à la Libye. Nous allons augmenter la production doucement, et j'espère que nous pourrions atteindre notre objectif d'une production nationale de 1,1 million de

barils par jour d'ici le mois d'août », a indiqué Moustafa Sanalla.

En Libye, les hydrocarbures fournissent 80% du PIB, 95% des revenus d'exportation et 97% des revenus gouvernementaux. Le pays aurait perdu 70 milliards de dollars en revenus potentiels. Ce pays est donc très riche en hydrocarbures. De ce fait, la Libye se place successivement au premier et cinquième rang africain pour les réserves de pétrole et de gaz.

Dans son rapport d'octobre 2016 sur la Libye, la Banque mondiale avait tiré la sonnette d'alarme. En effet, tous les indicateurs économiques sont au rouge : inflation galopante, crise de liquidité, délabrement des infrastructures etc. Comme d'habitude, l'institution de Bretton Woods avait suggéré à la Libye d'adapter des ajustements structurels importants pour garantir la stabilité des équilibres macroéconomiques et améliorer le bien-être des citoyens. Une recette bien connue par plusieurs pays africains.

Toutefois, les tares de l'économie libyenne relèvent d'une dépendance aux hydrocarbures, accentuées par une fragilité des institutions nationales. La reprise de la production et des exportations pétrolières est nécessaire pour remettre en l'état une économie agonisante et rassurer une population éprouvée par l'instabilité politique et sécuritaire depuis le renversement du régime de Mouammar Kadhafi en 2011. Avant, la Libye produisait 1,6 million de barils par jour.

Yvette Reine Nzaba

# happy hour

*1 verre acheté  
1 verre offert*



Tous les jeudis de 19h à 22h  
au Mikhael's Hotel  
Buffet et groupe musical  
Pour votre réservation appelez  
le 05 366 6621 ou le 06 466 66 21

*M*  
MIKHAEL'S  
HOTEL



## RELIGION

## Le pape François est allé porter son message de paix à l'Égypte

Le chef de l'Église catholique a redit à une Égypte meurtrie par des attentats islamistes lourds que tuer au nom de Dieu, c'est dévoyer son nom.

Le Saint-Père s'est rendu en Égypte samedi et dimanche, il en est revenu. Et son message a porté au-delà des seuls chrétiens coptes qu'il avait prévus d'aller reconforter après une série d'attentats sanglants revendiqués par le mouvement extrémiste de l'Organisation de l'État islamique. Le dernier de ces attentats, qui a ému y compris les non-chrétiens, a été perpétré dans deux églises coptes (des fidèles orthodoxes très proches des catholiques) en pleines célébrations du Dimanche des Rameaux, le dimanche qui précède Pâques chez les chrétiens.

Dès son arrivée vendredi, il s'est adressé à une conférence internationale sur la paix, initiative de l'université Al-Azhar, la plus haute institution mondiale de l'islam sunnite avec qui, ces derniers temps, les relations avec le Vatican se sont quelque peu refroidies. « Nous sommes tenus de dénoncer les violations contre la dignité humaine et contre les droits humains, de porter à la lumière les tentatives de justifier toute forme de haine au nom de la religion et de les condamner comme falsification idolâtrique de Dieu : son nom est Saint, il est Dieu de paix, Dieu salam », a dit le pape.

À la tribune de cette conférence internationale, il a martelé que la violence au nom de Dieu était une faute, suscitant des applaudissements nourris. La paix vient de la tolérance, a-t-il affirmé au cours de ce voyage. C'est « voir dans l'autre non pas un ennemi à vaincre, mais un frère à aimer. L'unique extrémisme admis pour les croyants est celui de la charité! Toute autre forme d'extrémisme ne vient pas de Dieu et ne lui plaît pas! », a lancé le Souverain pontife lors de la messe finale de ce voyage, samedi dans un stade militaire dans la banlieue du Caire.

Cette visite papale - près de trois semaines après les deux attentats suicides djihadistes, qui ont fait 45 morts le 9 avril dans des églises coptes orthodoxes - a pris un caractère hautement symbolique pour les chrétiens d'Égypte. Ils représentent environ 10% des 92 millions d'habitants du pays et forment la plus grande communauté chrétienne du Moyen-Orient. La venue du pape de Rome a représenté un véritable signe d'espérance et de solidarité dans une région où ils subissent les tribulations de toutes sortes, et où l'État islamique les a pris pour ses cibles privilégiées en Irak comme en Égypte.

Le déplacement du pape François était le deuxième d'un pape en Égypte dans l'époque moderne, 17 ans après celui de Jean-Paul II, qui avait marqué les esprits. Alors que beaucoup de chrétiens d'Égypte s'estiment tenus à l'écart des postes clefs, le pape avait appelé vendredi, devant le président Sissi, au respect « inconditionnel » des droits de l'Homme, en citant notamment « la liberté religieuse et d'expression ».

La visite du pape a également permis de resserrer les liens avec les orthodoxes. Une véritable relation fusionnelle s'est instaurée avec le pape des coptes d'Égypte, Tawadros II, qui avait d'ailleurs été l'un des tout-premiers grands leaders religieux à rendre visite au pape argentin à son élection au Vatican en 2013. Les deux responsables ont signé samedi une déclaration conjointe réaffirmant leur volonté de marcher vers l'unité œcuménique.

Lucien Mpama

## MUSIQUE TRADITIONNELLE

## Lancement du label Feux de Brazza-production

Le label Feux de Brazza-production a été récemment lancé officiellement par le directeur général de cette organisation, Didier Ngalebaye, dans la salle de spectacles du CNRTV à Nkombo dans le neuvième arrondissement de Brazzaville.

La cérémonie a permis de revisiter brièvement les douze années d'existence de ce festival privé, animé par une équipe de bénévoles qui, en quelques années, ont réussi à en faire le deuxième grand événement culturel du Congo, après le Festival panafricain de musique (Fespam).



Le groupe Bana Batéké pendant leur prestation (Adiac)

Le festival Feux de Brazza est l'un des festivals de référence en Afrique œuvrant dans le domaine de la promotion des musiques africaines, en général, et des musiques traditionnelles, en particulier. Il a été créé en mai 2005.

S'étant ainsi affirmé et enraciné dans la mémoire collective des citoyens du Congo, d'Afrique et du monde, qui s'intéressent à la promotion de la musique traditionnelle, Feux de Brazza a, dès 2014,

pris l'option de diversifier ses axes d'intervention, en s'ouvrant à la production des ensembles de musique traditionnelle qui peinent encore à se faire connaître au-delà de leur communauté d'ancrage et de leur pays d'origine, pour accéder à la scène musicale mondiale. Pratiquement, Feux de Brazza assure, dans l'année non festive, la production de deux groupes de musique traditionnelle, soigneusement sélectionnés selon les critères d'originalité, de professionnalité, d'ouverture, de compétitivité et d'adaptabilité aux conditions de scène.

Grâce au réseau de Feux de Brazza et ses partenaires, le groupe

disponible à l'Université Marien-Ngouabi.

La direction générale de Feux de Brazza a lancé le même appel aux artistes des musiques traditionnelles du Congo, d'Afrique et du monde de couler dans le concept qu'elle propose, pour contribuer à la promotion et à la professionnalisation de cette musique en voie de disparition.

Parmi les acquis de Feux de Brazza, on peut, entre autres citer, le brassage culturel des populations des différents arrondissements de Brazzaville, l'enracinement de la culture de paix par la pratique et la contemplation désintéressées de la musique traditionnelle et la valorisation des arrondissements de Brazzaville.

Didier Ngalebaye a annoncé la tenue de la sixième édition du Festival feux de Brazza pour la première quinzaine du mois d'août 2018. Celle-ci n'a pu se tenir en 2016, compte tenu du calendrier politique national extrêmement mouvementé. Le thème retenu est : « La musique initiatique africaine et son rôle dans la gouvernance développante ».

Notons qu'à ses débuts, Feux de Brazza avait bénéficié de la compréhension et de l'accompagnement multiformes de plusieurs personnalités, aujourd'hui disparues. Il s'agit de : Albert Leyono, Ekiaye Ackoly Wamene, Albert Ebara dit « Naa Mbon », l'honorable Valery Mapengo, le griot Mbouma et Blanche Messi Essono, ancienne représentante de Feux de Brazza auprès du Cerdotola à Yaoundé.

Bruno Okokana

« Passerelle vers le chinois », une compétition internationale de la langue chinoise pour les étudiants et les lycéens étrangers, organisée par l'Institut Confucius à l'Université Marien NGOUABI en collaboration avec l'Ambassade de Chine, fera cette année sa 2<sup>ème</sup> édition de présélection au Congo ! Montrez votre maîtrise de la langue chinoise, profitez-en pour gagner une bourse d'études et un voyage en Chine !

Veillez venir nombreux à cette Compétition !

**Critères d'admission :** étudiants congolais âgés de 18 à 30 ans.

**Date et Lieu :**

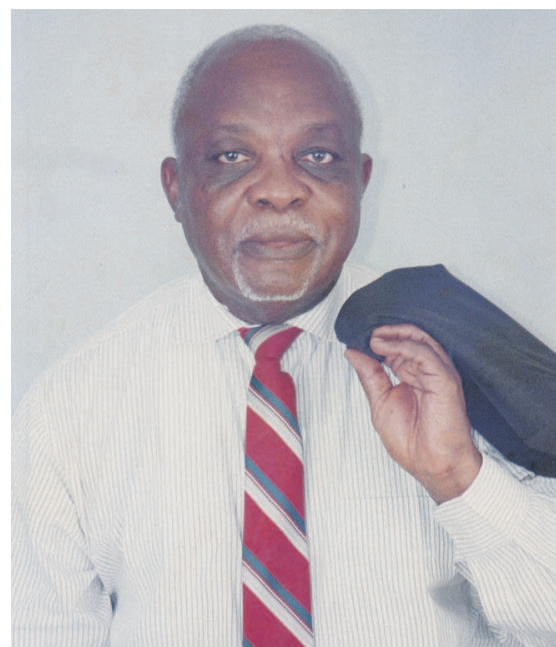
le samedi 6 mai 2017,

Institut Confucius à l'Université Marien NGOUABI

**Pour plus d'informations et inscription :**

Tél. : 06 444 94 71

**Date limite d'inscription : le vendredi 5 mai 2017 à 17 h 00**



La famille Kouma informe parents, ami(es) et connaissances, le décès du Colonel (R) Kouma Paul «Popaul» (AET matricule 36), survenu ce jeudi 27 avril 2017 à 23h 15 au CHU de Brazzaville. La veillée mortuaire à lieu au N°432 de la rue Mandzomo Plateau des 15 ans, avenue des 16<sup>e</sup>. Le programme des obsèques vous sera communiqué ultérieurement.

La famille Tchindika représentée par M Philippe Boussoukou, veuve Véronique Loemba et Mme Emilienne Saffoud. La famille Tchikondo représentée par Messieurs Max Toussaint Loemba, Vincent Telliane-Tchicaya Pierre Ebat-Dello, Mmes Florence Paka, Félicité Bouiti, Jeanne Kibangou née Dello. La famille Madougou représentée par Messieurs Djembo Taty Alphonse, Colonel Sarlabout Joseph, Loembet Désiré, Mmes Cardorelle Florence et Massanga Makaya Marie Jeanne. Les enfants Dellau Zéphirin représentés par Messieurs Guy Germain Dellau, Alain Marc Dello, Roger Dellau, Mmes Amas née Yvonne Dellau, veuve Nzalakanda née Géneviève Dellau, Sambot née Blanche Dellau, Sowka née Dellau. Les enfants Moumbouli, Mayordome, Batangoua. Les enfants Mboko ont le regret d'informer parents amis et connaissances le décès de leur fille, sœur et mère Mme Mboko née Sylvie Pélagie Dellau, Agent du Laboratoire National (Institut Pasteur) à Brazzaville récemment admise à la retraite. Décès survenu le 27 Avril 2017 à Paris en France d'une infection médicale. La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis au quartier Saint Pierre près du foyer des « Anciens Combattants ». Les date, lieu et programme seront communiqués dans les prochains jours. Paix à son âme



**NÉCROLOGIE**

La famille Mboko à Brazzaville et la famille Dellau à Pointe-Noire ont le regret d'informer Molebanda Françoise et Ndjimo à Ouesso, du décès de Madame Mboko née Dellau Sylvie, dit Pélagie, décès survenu ce 27 avril 2017 à Paris. La veillée mortuaire se tient au 9 rue Otema à Kombo.

Hervé Brice MAMPOUYA, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, les enfants, Aymar MAMPOUYA à Pointe-Noire, Aude et Inès MAMPOUYA en France, Darel MAMPOUYA au Sénégal, madame MAMPOUYA née BOUKAKA Joséphine ont la profonde douleur de vous annoncer le décès ce jour 25 avril à 5 heures du matin de leur père et époux, André MAMPOUYA, ex agent de l'Office national des Postes et Télécommunications (ONPT) retraité. La veillée mortuaire se tient au domicile du défunt sis au n° 140 de la Rue Jolly à Bacongo, ex Matouta Jean. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



Marie Solange Nkazi Kibaki et famille annonce aux parents, amis et connaissances le décès de leur père Grégoire Nkazi Kibaki, survenu le 24 avril 2017 à Brazzaville. La veillée mortuaire est située au, N° 1, de l'avenue Simon Kibangu (La montagne sainte à Makélékélé). La date de l'inhumation est fixée au samedi 6 mai 2017 au cimetière Ma Campagne à Kinsoundi.

Lydie Gisèle Oko, journaliste aux Dépêches de Brazzaville et la famille Ngatsé Guy Roger, Péa, Alphonse, Régis, Cadie Lucienne ainsi que Ondongo Rody Nicaise, Mouabouéré Pascaline, Onanga Thérèse, Ngala Véronique et Issongo Joséphine ont la profonde douleur d'informer aux parents, amis et connaissances le décès de leur fille, nièce et sœur Charline Ngabouya Ikobo survenue le 29 avril 2017, au Centre hospitalier universel (CHU) de Brazzaville des suites d'une longue maladie. La veillée mortuaire se tient au N 11 de la rue Abala Talangai Brazzaville (arrêt Liberté) La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement



# IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE

## UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

Journaux

Magazines

Cartes de visite

Livres

Calendriers

Flyers, Affiches

### PRESSE

Quotidiens  
Hebdomadaires  
Mensuels  
Numéros spéciaux...

### OFFSET

Chemises à rabat  
Magazines  
Livres  
Dépliants  
Documents administratifs  
Calendriers  
Flyers  
Affiches  
Divers

+242 06 951 0773  
+242 05 629 1317  
imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo



**Bisengo ya FIBRE OPTIQUE!**

<p><b>Internet</b></p> <p>@</p> <p>Accès Très-Haut-Débit Jusqu'à 100 Méga</p>	<p><b>Téléphonie</b></p> <p>☎</p> <p>Communications illimitées vers les fixes</p>	<p><b>Télévision IP</b></p> <p>📺</p> <p>Des chaînes nationales et internationales</p>	<p><b>Multimédia</b></p> <p>▶</p> <p>Accès à la vidéo à la demande (VOD)</p>
---	---	---	--

**ZONES DEJA COUVERTES**

Centre-ville  
Plateau des 15 ans  
OCH  
Mpila

Moungali  
Ouenzé  
Moukondo  
Mikalou

Diata (Ortom)  
Baongo (Case de Gaulle)

A chaque ménage sa fibre!

## TRANSPORT EN COMMUN

## New Transkin dotée d'une cinquantaine de nouveaux bus

**Cette acquisition est le fruit d'un partenariat entre le gouvernement provincial et la société chinoise Sino High Trading.**

Le gouverneur de la ville-province de Kinshasa, André Kimbuta Yango, a officiellement remis un nouveau lot de cinquante bus de marque chinoise Chaolin à New Transkin, la société publique de transport en commun de la mégapole congolaise. Cette acquisition rentre dans le cadre du Programme d'actions prioritaires du gouvernement provincial de Kinshasa qui prévoit de mettre à la disposition de la population un parc de 500 bus en cinq ans.

Expliquant le sens de cette cérémonie, le ministre provincial de la capitale congolaise chargé du Transport, Godard Motemona, relevant également les effets positifs qu'impacteront ces acquisitions, a noté que cette action de l'exécutif provincial vise à ouvrir de nouveaux horizons à la société New Transkin et aux Kinois, dont la mobilité est facilitée par cette acquisition.

Pour le ministre Godard Motemona, ce geste du gouvernement provincial, qui rentre dans la vision du gouverneur André Kimbuta,



Le gouverneur André Kimbuta, débarquant d'un bus après le carnaval sur le boulevard du 30 Juin

ta, démontre que les choses sont en train de bouger positivement à Kinshasa. Il a notamment épinglé l'acquisition, à fonds propres de la ville, du Centre de dialyse de Kinshasa, de la construction de l'extension de l'Hôtel de ville de Kinshasa, du Centre de santé de Sangamamba, la création et la dotation en véhicules de la société New Transkin, etc.

**Un fruit des impôts et taxes payés par des Kinois**

Le gouverneur André Kimbuta, appelé à remettre symboliquement les clés de ces bus de 25 places assises chacun au ministre Motemona, qui devrait les remettre à la présidente de Sino High Trading, a précisé que ces véhicules ont été acquis grâce à

l'argent provenant des impôts et autres taxes payés par les Kinois. C'est par cette reconnaissance qu'il a d'abord remercié ceux des Kinois et Kinois qui, malgré les difficultés, continuent à s'acquitter de leurs devoirs en payant l'impôt. « *Votre impôt permet de faire des montages avec des partenaires, comme ce que vous voyez* », a-t-il dit.

André Kimbuta Yango a rassuré la population kinoise que le planning tracé avec ces partenaires chinois prévoit l'acquisition, par la ville, de 50 bus tous les six mois. Ce qui signifie, a-t-il noté, qu'au mois d'octobre 2017, un autre lot de 50 bus sera réceptionné par le gouvernement provincial au bénéfice de New Transkin.

**Eviter des actes de vandalisme**

Le gouverneur de la ville-province a affirmé que les Kinois sont les véritables propriétaires de ces bus, parce qu'achetés avec leur argent. A l'en croire, en plus de la facilité de la mobilité, ces bus occasionneront également la création des emplois. Ce qui permettra, comme l'indique le volet transport de la Révolution de la modernité prônée par le chef de l'Etat, Joseph Kabila, de bannir l'utilisation des véhicules communément appelés « 207 » ou « Esprit de mort », pour des bus plus confortables, offrant des conditions de transport requises et plus humaines.

Le maire de la ville a, par ailleurs, appelé au sens de responsabilité des Kinois et Kinois, qui sont appelés à utiliser ces bus convenablement et à éviter des actes de sabotage ou de vandalisme sur ces engins achetés avec l'argent des Kinois et qui sont appelés à les servir. André Kimbuta a souligné que ces bus, ni ceux qui y sont employés, n'ont des couleurs politiques. « C'est vous les véritables propriétaires de ces bus et ces derniers vous servent. Si vous les détruisez, c'est comme si vous avez l'assiette dans laquelle

on vous sert à manger », a insisté le gouverneur de la ville-province. Appelant les employés de New Transkin à utiliser ces véhicules en bon père de famille, André Kimbuta leur a rassuré que, dans le cadre du programme d'acquisition de ces bus, les anciens seront remis à crédit aux employés les plus méritants. Le gouverneur s'est dit disposé à recevoir les délégations des employés de cette société, en vue de trouver des solutions aux problèmes qui ne seront pas résolus au niveau de la société ou du ministère provincial chargé du Transport. A l'en croire, certains problèmes qui existent déjà au sein de New Transkin devraient être débattus au cours la réunion du Conseil d'administration qu'il devra présider le mercredi 3 mai. Aussi avait-il instruit le ministre Godard Motemona à faire le suivi de la marche de cette société qui est appelée à faire la fierté de la ville. Après les discours, le gouverneur de la ville, accompagné de toutes les autorités urbaines et les participants à cette cérémonie, ont pris part à bord des bus pour un carnaval motorisé sur le boulevard du 30 Juin.

Lucien Dianzenza

## GOUVERNEMENT TSHIBALA

## Plus qu'une question de jours !

**Trois semaines après la nomination du nouveau Premier ministre, la RDC attend toujours la formation d'un gouvernement d'union nationale.**

Nommé le 7 avril, Bruno Tshibala peine à constituer son gouvernement. Dans quelques jours, près d'un mois se serait écoulé, sans que le nouveau Premier ministre ne mette en place la nouvelle équipe gouvernementale censée succéder à celle de Samy Badibanga qui n'attend qu'à passer le relais selon les règles de l'art. Qu'est-ce qui bloque ? pourrait-on s'interroger lorsqu'on sait que toutes les options liées à la formation de ce gouvernement ont été levées (taille et profil des ministres) sans oublier la signature de l'arrangement particulier qui passait jusque-là pour le dernier obstacle, il y a lieu de se s'interroger sur les raisons qui retardent la publication du nouveau gouvernement.

Dans l'attente, le cabinet sortant continue à expédier les affaires courantes pendant que le nouveau chef de l'exécutif continue avec ses interminables consultations. Logiquement, c'est depuis le 12 avril que ce travail préliminaire s'était terminé, la dernière étape du processus étant celle d'harmonisation des vues avec le chef de l'Etat appelé à donner son quitus sur la dernière mouture. D'après des indiscretions recueillies en haut lieu, il appert que Bruno Tshibala serait bloqué étant entendu que certains de ses choix sont d'ores et déjà récusés, particulièrement ceux liés à certaines figures issues du Rassemblement. Ainsi, tous ceux qui avaient misé sur le passé « thisekediste » de Bruno Tshibala présenté, à tort ou à raison, comme l'homme du milieu, ou mieux

quelqu'un de non conflictuel et rassembleur, devraient se raviser face à son incapacité à convaincre ses pairs de l'aile dure de l'opposition à rallier son gouvernement. En lieu et place de grosses pointures de différentes plates-formes de l'aile dure du Rassemblement, notamment le G7, la Dynamique de l'opposition et l'Alternance de la République, Bruno Tshibala s'est contenté du menu fretin. Dans ses filets, seulement trois dissidents paraissent avoir mordu à l'hameçon au grand désenchantement de la majorité présidentielle qui espérait mieux. La pêche miraculeuse n'a pas eu lieu. Seuls Freddy Matungulu, Lisanga Bonganga et Joseph Olenghankoy représentant la dissidence du Rassemblement ont répondu à l'appel du nouveau Premier ministre dont l'espoir de constituer véritablement un gouvernement d'union nationale s'est volatilisé. Une donne qui complique davantage son travail parce qu'il est obligé de tenir compte de la « real politik » qui l'astreint à ignorer ses principaux soutiens politiques.

Au-delà, il y a le caractère d'union nationale du gouvernement en gestation censé brasser les différentes sensibilités sociopolitiques du pays dans l'optique d'une gestion commune de la transition. Un fait qui pose problème. Sachant qu'il n'a pas les moyens d'imposer sa marque dans le prochain gouvernement ouvert aux regroupements et partis politiques tant de la majorité que de l'opposition, à la société civile et aux diverses personnalités, Bruno Tshibala est appelé à jouer à l'équilibriste pour contenter tout le monde. Ce qui tient d'une gageure. D'après des sources, il nous revient que la nouvelle équipe gouvernementale forte d'une cinquantaine de membres pourrait, sauf imprévu, être rendue publique d'ici la fin de cette semaine.

Alain Diasso

## EXAMEN D'ÉTAT/ÉDITION 2017

## L'épreuve de dissertation mise à mal dans le grand Kasai

**Les élèves finalistes des humanités de plus en plus inquiets face à la recrudescence de l'insécurité dans leur région à la suite de l'enlèvement des inspecteurs de l'Enseignement, primaire, secondaire et professionnel (EPSP) ayant convoyé ce week-end les malles de l'épreuve de dissertation vers les centres d'examen disséminés dans le grand Kasai.**

La situation demeure toujours tendue dans le grand Kasai livré à la merci des miliciens Kamuina Nsapu. Ces derniers continuent de semer la désolation dans cette partie de la République en s'illustrant par des actes de vandalisme ainsi que par des tueries en masse. C'est autant dire que l'insécurité continue de battre son plein dans cette région où le simple déplacement est souvent périlleux surtout lorsqu'il s'agit d'aller d'un village à un autre, d'un territoire à un autre. Cette réalité, les responsables de l'EPSP ayant convoyé les malles de l'épreuve de dissertation vers les centres d'examen en ont appris à leurs dépens ce dimanche 30 avril. Dans leur itinérance, ces superviseurs de l'EPSP ont rencontré les miliciens de Kamuina Nsapu qui leur auraient laissé la vie sauve après les avoir intimidés.

Partis de Tshimbulu pour réceptionner les malles de dissertation, le chef de sous-division de l'EPSP et des inspecteurs de l'EPSP ont eu maille à partir avec les miliciens dans la localité de Kamutanga, en territoire de Dibaya, apprend-on. Ils ont été libérés après avoir payé une rançon. Ailleurs, tel qu'à Bitanda, les miliciens ont arraché la clé de contact du véhicule qui transportait les malles convoyées par les agents de l'EPSP. Dans d'autres localités, les Kamuina Nsapu ont carrément séquestré leurs victimes après leur avoir extorqué l'argent et ravi leur véhicule. Un inspecteur se trouvant dans l'équipe qui se rendait à Bilomba

a été grièvement blessé à la machette. Ses collègues et lui ont été obligés de rebrousser chemin avec les questionnaires après avoir servi deux de quatre centres d'examen, indiquent des sources. Contrairement à certaines allégations relayées par la presse étrangère faisant état de la décapitation de cinq inspecteurs de l'EPSP dans le territoire de Kazumba où une embuscade leur au-



Des élèves finalistes des humanités

rait été tendue par les Kamuina Nsapu, Lambert Mende a laissé entendre qu'il n'y avait rien de tout cela. « *Les inspecteurs ont été enlevés, il y a eu des négociations entre les bandits qui les avaient enlevés et les autorités locales qui ont réussi à les récupérer* », a expliqué le porte-parole du gouvernement sortant. Pour ce dernier, ce feuilleton n'est pas à mettre à l'actif de la milice Kamuina Nsapu qui ne représente plus un épouvantail depuis l'intronisation du successeur de son chef coutumier et la reddition de plusieurs miliciens. « *Ce n'est pas les Kamuina Nsapu, les Kamuina Nsapu sont à Dibaya, là nous sommes à Kazumba. Ces sont des bandits qui opèrent et qui, pour terroriser leurs victimes, se présentent comme les Kamuina Nsapu. Il se font passer pour les Kamuina Nsapu parce qu'on a tellement fait de la publicité, que quand on les cite, les gens sont pris de terreur...* », a-t-il indiqué.

A.D.

## RDC

# La société civile lance un appel pour les élections en 2017

**Ces organisations en appellent aux Congolaises et Congolais vivant au pays ou de la diaspora à participer à des actions pacifiques qu'elles organisent pour contraindre les décideurs politiques à respecter leurs engagements d'organiser les élections avant la fin de l'année en cours.**

Lançant la campagne « J'aime la RDC, j'exige les élections en 2017 », des organisations de la société civile congolaise se sont dites préoccupées par le non-respect de la Constitution et les blocages constatés dans la mise en œuvre de l'Accord politique du 31/12/2016. Ces organisations en ont, par conséquent, appelé les Congolaises et Congolais vivant au pays ou de la diaspora à participer à des actions pacifiques qu'elles organisent pour contraindre les décideurs politiques à respecter leurs engagements d'organiser les élections avant la fin de l'année en cours. « Aux termes de l'article 5 de la Constitution de la République démocratique du Congo, personne ne peut exercer le pouvoir sans en avoir reçu mandat directement ou indirectement du peuple par la voie des élections. Or, à ces jours, toutes les institutions (Président de la République, Assemblée nationale, Sénat et Assemblées provinciales) sont sans mandat du peuple. D'où l'urgence d'organiser les élections conformément à la Constitution et aux prescrits de l'Accord politique du 31/12/2016 », a expliqué la société civile, dans un appel lancé le 27 avril.



Un bureau de vote de la Cén

## Prévenir les conséquences résultantes de la crise

Pour ces organisations, au regard de la situation politique actuelle et de la crise multiforme engendrée par la non-organisation des élections, la classe politique congolaise « ne semble être pressée d'aller aux élections pour tirer profit du bénéfice de l'accession au pouvoir par des voies non constitutionnelles ». « Nos organisations appellent que cette crise politique risquerait d'avoir des conséquences lourdes aussi bien sur la RDC que sur l'ensemble des pays de la sous-région », ont averti ces organisations.

À en croire ces organisations, c'est donc pour prévenir les conséquences résultantes de cette crise voulue et entretenue par les acteurs politiques et sociaux qu'elles ont lancé la campagne « J'aime

le Congo et j'exige les élections en 2017 » dont la première action se déroulera du 08 au 21 mai 2017.

## Une action ouverte à tous

Selon ces ONG, tout citoyen congolais vivant au pays ou à l'étranger peut participer à cette action. Alors que certaines actions sont prévues pendant cette période pour montrer que le peuple congolais exige la tenue des élections en décembre 2017. Il s'agit, selon le communiqué publié par la société civile en rapport avec la campagne, du port, par chaque Congolais, du 8 au 21 mai 2017, partout (bureau, église, paroisse, marché...) d'un signe distinctif aux couleurs du drapeau de la RDC. Ce signe distinctif, ont noté ces ONG, peut être une écharpe, une cravate, un foulard, une chemise, un pagne, le drapeau du Congo, ou un drapelet aux couleurs nationales, etc.

Notant que la campagne « J'aime le Congo, j'exige les élections » était une initiative citoyenne et conduite par des organisations de la société civile et qu'elle n'était pas organisée au profit d'un parti politique, ces organisations recommandent aux Congolaises et Congolais de prendre part à cette campagne pour montrer à tous qu'ils exigent l'organisation des élections avant décembre 2017. Aux participants à la campagne, ces ONG attendent de porter leur signe distinctif aux couleurs du drapeau national pour montrer notre participation à la campagne, de parler de la campagne autour de vous et d'encourager les autres d'y prendre part ; d'éviter toute provocation à l'égard des forces de la sécurité et des autres Congolais qui ne veulent pas y prendre part et de prendre les photos des participants à la campagne et de les partager sur les réseaux sociaux.

Les organisations membres de cette campagne sont notamment Action contre l'impunité pour les droits humains (ACIDH), Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho), le Centre pour les droits de l'Homme et le droit humanitaire (CDH), Cenadep/Lubumbashi, CEIPEDHO, RAF, Terra Nostra, Lucha/Lubumbashi, Ligue des électeurs, Justicia ASBL, Centre pour la justice et la réconciliation, l'Association des motards, société civile de Kikwit, société civile du Sud-Kivu, ADDH/Kolwezi, IGDF, etc.

Lucien Dianzenza

## ÉNERGIE

## Le premier couac dans l'importation de l'électricité du sud de l'Afrique au Katanga

**L'affaire a pris une tournure inattendue avec la volonté de la Société nationale de l'électricité (Snél) de s'imposer en intermédiaire entre la compagnie sud-africaine Eskom et les miniers de la province cuprifère. Un accord reliant la Snél à Eskom existerait déjà sur l'importation de 200 MW d'électricité, a confirmé notre conseiller Ecofin. Mais la Snél parle encore des négociations en cours.**

Le nœud du conflit repose dans le refus des miniers de devoir rendre des comptes à la société publique. Ils souhaitent s'approvisionner directement auprès du géant sud-africain de l'électricité. Or, une telle démarche constituerait une violation des lois du Pool énergétique de l'Afrique australe qui ne prévoit pas de relation directe, sans passer par la société publique en charge de la fourniture de l'électricité. Par rapport au conflit qui vient de voir le jour, il se pose déjà un problème sur la barre établie par la Snél jugée trop élevée par les miniers pour démarrer des négociations. Le long parcours à travers les réseaux zimbabwéens et zambiens de la ligne avant d'arriver dans le Haut-Katanga va influencer déjà considérablement sur la facture finale de l'énergie importée.

Désormais les bénéficiaires en colère soupçonnent la société nationale de chercher à surenchérir pour faire du profit. Répercutant les propos d'un haut cadre de la Snél, il n'y a rien d'illégal dans une telle démarche de l'opérateur public. En tant que société commerciale, au terme d'un processus de transformation juridique, il est clair que son objectif premier est de se servir des intérêts de l'économie nationale, a-t-il soutenu. Toutefois, rien n'est définitif à ce stade car les négociations se poursuivent toujours entre la Snél et Eskom.

Sans doute en saura-t-on plus à l'issue de ces pourparlers. Mais déjà les miniers semblent bien décider à faire respecter la ligne rouge. Il s'agit d'une situation inconfortable pour la Snél qui doit faire face à une baisse de sa production énergétique à la suite de l'étiage du fleuve Congo. Les conséquences socioéconomiques de ce phénomène sont catastrophiques pour le pays. En effet, il y a une incidence directe sur la production et la distribution de l'eau potable, la navigabilité sur le bief maritime, le fleuve Congo et ses affluents (Kasaï, Oubangui, etc.) mais également les activités économiques des villes portuaires de Matadi, Boma et les environs en cas de baisse du trafic.

Laurent Essolomwa

## DIVISION 1/PLAY-OFF

## DCMP dompte V.Club, Mazembe massacre Muungano, Don Bosco bat Sanga Balende

**Avec une victoire précieuse face à V.Club, DCMP semble avoir son destin en main pour la suite du Play-Off de la 22e édition du championnat national de football. Le TP Mazembe également conserve toutes ses chances de remporter le sacre, étant sur une belle lancée après sa large victoire sur Muungano. Mais le chemin est encore long, la compétition n'étant encore qu'à la phase aller.**

Le derby kinois entre le Daring Club Motema Pembe (DCMP) et l'AS V.Club a tourné, le 30 avril, au stade des Martyrs à l'avantage des Immaculés de Kinshasa. Le décor a été planté pour une partie tant attendue par les amoureux du foot kinois. Le stade des Martyrs a affiché comble, d'une part les supporters tout en vert, noir et jaune des Dauphins Noirs et, de l'autre, ceux des Immaculés en vert, rouge et blanc. Et l'on a assisté à une opposition entre deux crèmes de la tactique au pays, les coaches Florent Ibenge Ikwange de V.Club et Otis Ngoma Kondi du DCMP.

V.Club a aligné Hervé Lomboto dans les perches, et dans le champ, Dido Bafola, Yannick Bangala Litombo, Landu Puati et Joyce Lomalisa, Nelson Munganga, Richard Bazombua, Ngoy Emomo, Glody Ngonda, le Malien Omar Sidibe et le Rwandais de souche RD congolaise Taggy Etekiama Agiti. Le DCMP s'est appuyé sur le gardien Dilma Mabula. Et dans le champ, Lola Makiese, le Centrafricain Salif Keita, Kayembe Ndotoni, Mukoko Amale, Doxa Gikanji, l'Ivoirien Tamla Aladji, alias Zito,

Yannick Mbidi, Jean-Marc Makusu Mundeke, Kazadi Kasengu et Ricky Tulengi.

Si la partie a été équilibrée pendant la première période, malgré une légère supériorité de V.Club en termes de possession de balle, le DCMP s'est plutôt créé bien plus d'occasions de but avec des contre-attaques tranchantes orchestrées par Makusu Mundeke, Ricky Tulengi et Kazadi Kasengu. Mais l'on a noté que DCMP a été tactiquement bien en place. Et c'est en deuxième période que les joueurs d'Otis Ngoma ont trouvé la faille dans une défense de V.Club visiblement dépassé par le talent de Ricky Tulengi et la percussion de Jean-Marc Makusu. Le premier a marqué sur une déviation décisive de Yannick Mbidi, à la 51e minute, alors que le deuxième, servi sur un plateau d'or par Kazadi Kasengi, alias Zadio, a dribblé ensuite le gardien de but Lomboto avant de mettre le cuir dans des buts dégarnis de Dauphins Noirs à la 59e minute. Après ce but, V.Club a littéralement buté sur une défense hermétique de DCMP. En mal d'inspiration, les joueurs de Florent Ibenge n'ont pas été incisifs, contenus par les arrières et les milieux vert et blanc avec un Salif Keita et Kayembe Ndotoni impériaux, et Tamla Aladji et Doxa Gikanji de grand jour dans la récupération de balle. Après avoir soumis V.Club par la même marque de deux buts à zéro en phase de poule, DCMP récidive au Play-Off et avance tout doucement vers

un probable titre national ou une place qualificative en compétition africaine en 2018.

Dans une autre rencontre le même dimanche au stade TP Mazembe de Lubumbashi, Don Bosco a battu Sanga Balende par deux buts à un. Les buts des Salésiens de Lubumbashi ont été inscrits par Mwin Dibundu et un autogoal de Bukasa. Tandis que Lusiel Mandé a réduit l'écart pour les Anges et les Saints de Mbuji-Mayi. Tuteuré par le gouverneur Alphonse Ngoy Kasanji du Kasai Oriental, Sa Majesté Sanga Balende semble avoir perdu son titre de noblesse et fait une première partie du Play-Off catastrophique. Et le lundi au stade TP Mazembe de la commune de Kamalondo à Lubumbashi, le TP Mazembe a marché sur l'OC Muungano de Bukavu par quatre buts à zéro, en match comptant pour la sixième journée de Play-Off de la Division 1. Djo Issama Mpeko, le Malien Adama Traoré, le Zambien Nathan Sinkala et Meschak Elia ont été les buteurs des Corbeaux de Lubumbashi au cours de cette rencontre.

Au classement, DCMP garde la première place avec 11 points glanés, ex aequo avec Mazembe (11 points). Le FC Renaissance du Congo occupe la troisième place avec 9 points, devant le CS Don Bosco qui compte 6 points, et l'AS V.Club (6 points) également. Muungano est sixième avec 2 points, suivi de Bukavu Dawa (1 point) et Sanga Balende qui est lanterne rouge avec 1 point.

Martin Engimo

## LIBERTÉ DE LA PRESSE

## Les réseaux sociaux tendent à dégrader le journalisme

**A l'occasion de la célébration de la journée internationale de la liberté de la presse ce mercredi 3 mai, des questions ont été posées à certains Ponténégrins sur la liberté de la presse et des réseaux sociaux. Les réponses sont divergentes mais nombreux ont affirmé que les réseaux sociaux contribuent à la dépréciation du journalisme.**

«La liberté de la presse ne serait être l'anarchie car comme tout métier juridiquement organisé, le journaliste a aussi des devoirs et des droits. Et lorsque le journaliste, au lieu d'informer, crée des articles ou invente des informations pour créer des états d'âmes chez les lecteurs, les auditeurs ou les téléspectateurs, il sort par là du cadre du journalisme », a dit un habitant de Pointe-Noire.

«Et quand sont arrivés les réseaux sociaux, le journalisme a subi de profondes transformations en quelques années. Mais cette mutation est sauvage, car n'importe quoi au contenu à peine croyable est mis sur les toiles par n'importe qui, c'est-à-dire tout le monde peut s'exprimer et être lu et écouté. Et les journalistes eux-mêmes abondent avidement dans ce monde de réseaux sociaux tout en foulant aux pieds la déontologie journalistique. Ils préfèrent privilégier Facebook pour publier et promouvoir leurs articles », a déclaré un autre Ponténégrin déçu par la qualité des informations déversées sur les réseaux sociaux.

La troisième personne interrogée, qui

est un journaliste, pense que hormis quelques avantages que procurent les réseaux sociaux, « ceux-ci dégradent les valeurs du journalisme traditionnels. Mais il faut tout de même reconnaître que ce n'est pas parce que les réseaux sociaux ont afflué que le journalisme traditionnel disparaîtra, non pas du tout ».

## Liberté de la presse ne saurait être l'hyperliberté d'expressions

Le ménage est par essence la société en miniature dans lequel s'exercent les libertés d'expressions de ses membres. Il est même interdit aux époux de s'insulter, aux enfants de manquer du respect à leurs géniteurs ou de s'insulter même si la liberté d'expression est permise. La liberté d'expression ne saurait être l'hyperliberté dans les écrits et les paroles. Il y a la Constitution, il y a la charte des journalistes, il y a par exemple au Congo la Décision n°020 du Conseil supérieur de la liberté de la communication parlant de plusieurs questions parmi lesquelles celles relatives à l'éthique et à la déontologie du métier qui peuvent à la fois couvrir et protéger un journaliste ou l'exposer à certaines sanctions. Et même dans toutes les démocraties, les tribunaux veillent toujours à la protection des personnes en sanctionnant l'injure ou la diffamation et l'atteinte à la vie privée ou à l'intimité de quelqu'un. Partout donc les dispositions peuvent être prises pour maintenir ou rétablir l'ordre public. La liberté de la presse n'est pas le libertinage dans l'écrit ou la parole.

**Faustin Akono**

## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

## Le RDPS veut dépasser la barre de cinq députés

**Le Rassemblement pour la démocratie et le progrès social (RDPS) affiche déjà ses ambitions pour les prochaines élections législatives. Ce parti veut dépasser la barre de cinq députés obtenue lors des dernières élections législatives de 2012. Cette annonce a été faite il y a quelques jours par Jean Aimé Tchibota Taty, premier secrétaire de la fédération RDPS Pointe-Noire, lors d'un entretien avec les Dépêches de Brazzaville.**

Comme tout parti politique, le RDPS veut avoir un bon résultat aux prochaines élections législatives. Car en 2012, ce parti n'avait pu atteindre que cinq députés sur l'ensemble du territoire national, une chose que les cadres et militants de ce parti veulent corriger au plus pressé.

Aujourd'hui, le RDPS version Jean-Marc Tchistère Tchicaya dispose de tous les atouts pour faire face à ce combat politique et surtout remonter cette pente. Le parti a élaboré de nouvelles stratégies et compte désormais refaire son image à Pointe-Noire et dans le département du Kouilou, qui sont ses deux fiefs mais également au niveau national.

Le RDPS se prépare à cette grande bataille électorale à venir avec une seule ambition en tête, celle d'avoir plus de députés par rapport aux dernières élections législatives. «Au-

jourd'hui, nos ambitions sont de telle sorte que nous allons au-delà de cinq députés, nous avons déjà lancé l'appel à candidature et d'ici peu une commission sera mise en place avec pour charge de fixer les conditions et les critères de candidatures », a dit Jean Aimé Tchibota Taty.

Rappelons qu'il y a quelques jours, le RDPS avait lancé une campagne d'adhésion massive sur le plan national. Cette tâche qui est



Jean Aimé Tchibota Taty crédit photo ADIAC

contenue dans le programme quinquennal de ce parti va s'étendre jusqu'à la fin de l'année. Mais pour avoir plus de chance aux échéances électorales à venir, les militants du RDPS sont priés de se mobiliser tous autour de leur parti en vue de lui donner les chances de succès et sa place de grand parti politique.

**Hugues Prosper Mabonzo**

## LUMUMBA

## Fulbert Dzimbé fait un don de matériel d'assainissement aux populations

**Composé des brouettes, des fourches, des pèles, des gants et des cache-nez, ce don a été remis le 29 avril aux chefs de quartiers, 105, 106, 107, 108, 109, 113 et 114 de l'arrondissement 1 Lumumba. La cérémonie a eu lieu à l'Institut Thomas-Sankara devant plus de mille jeunes, hommes et femmes en présence des autorités administratives, militaires et religieuses dudit arrondissement.**

Le geste est une réponse aux doléances des populations lors des rencontres citoyennes organisées par Fulbert Dzimbé, un digne fils du quartier. Ces différents problèmes qui minent leur existence ne sont entre autres que l'enlèvement des poubelles sauvages, qui était d'ailleurs son premier acte public dans lesdits quartiers. Ce cahier des charges comportait aussi l'électrification de certaines avenues plongées dans le noir depuis plus de 10 ans, l'insécurité, le soutien des démunis et des personnes de 3e âge.

En effet, deux mois après la dernière rencontre de ce humble fils du quartier avec ces habitants de Lumumba, Fulbert Dzimbé est revenu accomplir son vœu en leur remettant des outils. Il les a informés d'autres réalisations qui s'effectuent dans leurs quartiers respectifs, notamment l'électrification des avenues.

Au nom de tous les chefs de quartiers et



Les présidents de quartiers recevant le don des mains de Fulbert Dzimbé «Adiac»

des habitants de Lumumba, Marie Pombellot a remercié le donateur qui n'est pas à son premier acte. «C'est avec honneur et un cœur comblé de joie que je vous adresse avec votre délégation nos vives et chaleureuses félicitations dans notre région administrative. Le devoir de mémoire nous oblige à rappeler qu'il y a deux mois, vous étiez venu vers nous et nous vous avons remis un cahier des charges étalant nos problèmes. À ce jour, votre bilan est très positif. Ce qui paraissait utopique est aujourd'hui une réalité, c'est pour cette raison que plus de

mille jeunes, femmes et hommes de nos quartiers sont venus sans condition vous rendre un hommage mérité », a-t-elle dit. Elle a aussi souligné le rétablissement de l'éclairage public des avenues de la Base, dans le quartier 106, plongées, dans le noir depuis 12 ans, et de l'avenue liant le terrain EPB au KM4. Au quartier Tchitchelle, les avenues Moussa-Etat et Bord-Bord sont dans le noir depuis plusieurs années causant ainsi l'insécurité dans ces zones. Le soutien des démunis et des personnes de 3e âge se fait sans bruit. « Aller, travailler car nous sommes les témoins

priviliés de vos actions et nos espoirs se reposent en vous », a-t-elle martelé.

## Fulbert Dzimbé remet des drapeaux aux chefs de quartiers

Prenant la parole à son tour, le donateur s'est réjoui de la présence massive des habitants de Lumumba touchés par son acte d'amour et les a félicités pour avoir accepté de rompre avec la mauvaise pratique «des pots de vin», c'est-à-dire contraindre la participation aux rencontres citoyennes par les tee-shirts et la somme de 2000F CFA. « L'engagement de toute personne est un acte de soi qui oblige la personne à le réaliser. À ce jour et grâce à vous, certains points sont déjà réalisés, notamment la réhabilitation de l'éclairage public dans certaines avenues en attendant la remise de l'électricité au boulevard Marien-Ngouabi où il manque encore quelques pièces nécessaires », a-t-il déclaré. Fulbert Dzimbé a aussi évoqué l'enclos de l'Ecole 3 Martyrs, mais cet engagement est conditionné par les documents du cadastre. Le donateur a également posé un acte citoyen en remettant les nouveaux drapeaux aux sept chefs de quartiers. Enfin, pour soutenir leur frère et fils, les populations de ces quartiers lui ont remis une enveloppe dont le montant n'a pas été révélé pour faire acte de candidature aux prochaines élections législatives. Une sollicitation que Fulbert Dzimbé a pris acte en attendant de murir sa réflexion.

**Charlem Léa Legnoki**

## NOUVELLES TECHNOLOGIES

## L'Amid organisera des journées sur le numérique

Dénommées «Journées du numérique solidaires», l'activité se déroulera du 1er au 3 juin. Elle a été initiée par l'Association de Mpaka pour l'intégration et le développement (Amid) «en vue de lutter contre la fracture numérique pour que le digital profite à tous».

Organisation non gouvernementale de solidarité, l'Amid œuvre pour l'autonomisation des femmes et des jeunes et pour la lutte contre la pauvreté et la fracture numérique. Les journées du numérique solidaires ont été initiées à la suite d'un constat, a confié Kriss Brochec sa présidente : « On s'est rendu compte qu'il y a un grand nombre de gens, d'élèves et même de lycéens des quartiers populaires et défavorisés qui n'ont jamais touché à un outil informatique et que les travaux de mémoire des étudiants sont souvent faits par des centres ou d'autres personnes qu'eux-mêmes. Nous avons aussi constaté que les gens ne savent pas manipuler un téléphone smartphone ou iPad ».

A travers les journées du numérique solidaires, L'Amid entend « lutter contre la fracture numérique pour que le digital profite à tous » en amenant tout ce qui est technologie de l'information aux populations, en les initiant et en leur apprenant les usages du numérique pour leur permettre d'accéder à une certaine forme d'autonomie. « Il s'agira d'initier des personnes que nous pourrions orienter après. Nous voulons faire comprendre aux populations que le numérique ce n'est pas seulement WhatsApp ou Facebook mais c'est beaucoup de choses qui peuvent changer nos vies et nous permettre d'accéder à une certaine forme d'autonomie et au réseautage, leur faire comprendre qu'on peut se former et gagner sa vie grâce au numérique », a expliqué la présidente d'Amid.

Plusieurs activités gratuites vont marquer ces journées. Il s'agit notamment des formations sur l'Internet, des ateliers sur la bureautique et la programmation, des confé-



<Sans données à partir du lien>

rences sur les métiers du numérique et les réseaux sociaux. Au nombre des activités retenues figurent aussi le Job corners sur l'emploi et le numérique, le digital afterwork sur la transition numérique au Congo. Plusieurs sites ont été retenus pour abriter les activités. Parmi ceux-ci figurent le siège de l'Amid situé au quartier Mpaka (arrondissement 6 Ngoyo), la Chambre de commerce, des lycées et collèges de la place.

Pour Kriss Brochec, il est temps d'arrêter de diaboliser le numérique et de montrer son côté utile. « C'est pourquoi il faut éduquer la population et détecter des talents qui pourront développer les choses selon nos réalités, favoriser les usages du numérique et la conduire à s'en approprier. Il faut que les parents comprennent que les digitaux natifs sont un bien précieux pour eux. Aujourd'hui, la pyramide est renversée car en matière de numérique ce sont les enfants qui apprennent aux adultes », a-t-elle souligné. nNotons que parmi les activités des journées du numérique solidaires figure aussi un jeu concours. Les gagnants seront récompensés lors de la soirée de clôture des journées du numérique solidaires.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

## MÉDIAS

## Bientôt un magazine spécial football sur la place publique

Au cours d'un entretien avec Les Dépêches de Brazzaville, le président de la Fondation Congo football, Félix Vendet, a annoncé la parution en mi-mai du premier numéro de son journal Congo-football. C'est un magazine réservé à l'actualité du football congolais et des jeunes congolais de l'étranger.

Le magazine Congo-Football est un mensuel dont le siège est basé à Pointe-Noire. Il a pour objectif de promouvoir, de développer, d'éduquer et d'accompagner les jeunes congolais passionnés du football à réaliser leur rêve footballistique. Ce projet a démarré en 2011 par la création du site www.congo-football.com. C'est dans son souci d'être encore plus près des acteurs du football congolais que le promoteur du nouveau journal s'est engagé à mettre sur la place publique le journal en version papier et dont le premier numéro paraîtra le 15 mai.

Ce journal de 20 pages, a ajouté Félix Vendet, est conçu à l'image de France football. « Nous avons voulu mettre à la disposition du public sportif congolais un journal identique à France football en traitant l'actualité sportive du Congo et en mettant en valeur nos jeunes et nos clubs », a-t-il indiqué.

Plusieurs rubriques alimenteront les pages du Congo-football. Il s'agit, entre autres, de Foot-Congo, qui relate les éléments sportifs du mois; Le club du mois consacre un zoom sur l'équipe qui se distingue par des bons résultats sportifs pendant le mois; La formation des jeunes est une rubrique qui est consacrée aux informations sur les centres ou écoles de football au Congo; la rubrique Sport et santé est réservée aux conseils à donner aux sportifs pour améliorer leur performances et bien d'autres.

Le journal sera présent dans tous les départements grâce à une bonne politique de distribution mise en place par son promoteur. Félix vendet a indiqué que la distribution se fera par le truchement des librairies et certains centres commerciaux, sans oublier la vente ambulante. Répondant à la question sur la place du football



Une vue de la maquette du journal

féminin dans leur journal, il a souligné qu'ils parlent du football sans distinction de sexe. « Dès que les activités du football féminin reprendront normalement, nous en parlerons », a-t-il dit.

Pour terminer, le président de la Fondation Congo football a lancé un appel au public sportif congolais d'acheter le journal « Congo football » qui met à l'honneur le football congolais et ses acteurs, de consulter le site internet (www.congofootball.com) pour s'informer de toute l'actualité du football congolais et des Congolais de l'étranger<sup>2</sup>.

Charlem Léa Legnoki

## INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo un acteur économique majeur à vos côtés



\*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr  
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo  
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



